

EUROPEAN PAYMENT INDEX 2009

TABLE DES MATIÈRES

Introduction par Lars Wollung PDG du Groupe Intrum Justitia	3
Résumé	4
Rapports par pays	10
Recommandations	38
Définitions des indicateurs économiques utilisés dans le rapport	40
Informations sur l'enquête	42
Questionnaire	43
A propos d'Intrum Justitia	45
Mentions légales	46
Contacts	47

Intrum Justitia, leader européen en matière de gestion du poste client, interroge chaque année plusieurs milliers d'entreprises dans vingt cinq pays d'Europe sur les risques d'impayés, leurs origines et leurs évolutions. Les résultats de cette enquête sont publiés dans le présent rapport, European Payment Index et dans des rapports nationaux rédigés dans les langues des différents pays.

L'enquête a été effectuée entre Janvier et Mars 2009. Et ses résultats sont comparés à ceux des enquêtes menées en Février 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008. Cette étude est réalisée annuellement (et à la même période) afin de pouvoir analyser et comparer les tendances européennes et mettre à la disposition des entreprises une base fiable pour benchmarker leur performance et améliorer la gestion de leur poste clients.

Les rapports « European Payment Index » ainsi que « EP Benchmark » sont disponibles sur www.europeanpayment.com.
Vous trouverez également des informations complémentaires à propos de Intrum Justitia sur www.intrum.com



AVANT PROPOS : LA CRISE MONDIALE SOULIGNE LA NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LA GESTION DU CRÉDIT ET LA SURVEILLANCE DES RISQUES

Alors que la plupart des pays du monde industrialisé sont meurtris par la plus importante tempête économique depuis la Grande Dépression, le soutien et la protection de la marge brute d'autofinancement apparaissent comme absolument essentiels pour les entreprises, quelle que soit leur taille. Le Fonds monétaire international a indiqué que les pertes occasionnées par la crise du crédit et le laxisme des banques en matière de prêts pourraient s'élever à 4 000 milliards USD et que le système financier pourrait en ressentir les effets pendant plusieurs années. Le dernier rapport du FMI sur la stabilité financière dans le monde, publié mi-avril, a incité les gouvernements à assainir au plus vite leur système financier afin d'éviter le risque d'une prolongation de cette récession généralisée.

Les banques en Europe et dans le monde hésitent toujours à proposer des crédits ou des financements de fonds de roulement, ce qui oblige les entreprises à ne compter que sur leurs propres marges brutes d'autofinancement. En conséquence, de nombreuses PME se retrouvent à lutter pour leur survie sur des marchés marqués par une demande des consommateurs en berne et des conditions d'activité où la prudence en matière d'investissement prévaut.

L'avenir immédiat offre peu d'espoir concernant un éventuel relâchement de la pression financière. Ainsi, l'avenir des entreprises, ainsi que celui de leurs actionnaires, employés et communautés locales, dépend de leur aptitude à garder le cap en matière de réduction des coûts par une gestion efficace de leurs processus financiers.

Sur une note plus positive, il y a des signes que le Président Barack Obama interprète comme des « lueurs d'espoir ». La rapide récession de l'économie mondiale pourrait s'atténuer grâce aux mesures prises par les gouvernements partout dans le monde pour restaurer la confiance. Mais de nombreux analystes financiers pensent que cette période de turbulence va se prolonger dans la plupart des pays, que les pertes d'emplois et les faillites vont se poursuivre tandis que les entreprises comme les consommateurs, par voie de conséquence, continueront de souffrir.

Le message du rapport 2009 European Payment Index (EPI) est que les entreprises ainsi que les organismes publics doivent s'adapter et se remettre en question pour faire face aux défis imposés par la crise ainsi qu'à la hausse consécutive des défaillances en matière de contrats et de prêts. Les entreprises doivent être mieux préparées et davantage aptes à gérer les menaces liées à leur activité sur tout marché, en pleine turbulence ou en plein essor.

En particulier, les entreprises doivent faire en sorte que leur gestion financière interne fonctionne plus efficacement qu'auparavant, et pas seulement au niveau des services comptables. Une bonne gestion du cash passe avant tout par la création d'un process intégré par lequel ventes et marketing sont entièrement reliés aux services financiers de l'entreprise pour éviter les risques de non paiements qui pourraient affecter négativement la marge brute d'autofinancement de la société.

Si tout le monde payait à temps, cela donnerait un sérieux coup de fouet aux économies locales, régionales et nationale. 270 milliards d'euros (2.4% du PIB de l'Europe des 27) de passages en pertes seraient ainsi économisés, sans compter les coûts – estimés à 25 milliards d'euros – engagés par les entreprises européennes pour récupérer leurs créances en retard de paiement. Les créances douteuses constituent un motif de résiliation de contrat. Elles contribuent également à la hausse des prix des biens et des services, pénalisent le niveau d'investissement ainsi que les marges des entreprises.

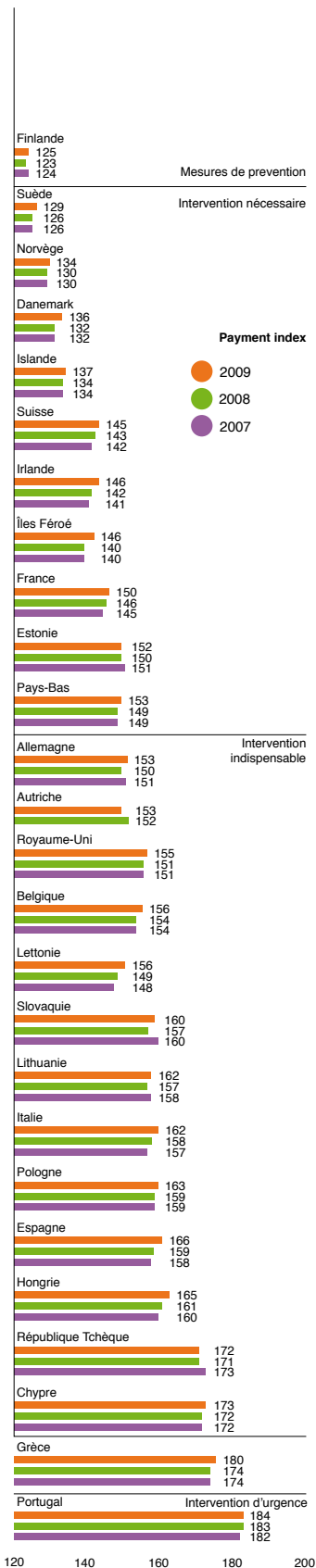
Cette année, nous avons demandé aux Directeurs financiers des entreprises dans quel ordre ils paieraient leurs partenaires s'ils devaient faire face à des difficultés financières. Dans la plupart des pays, les sommes exigibles par les administrations (impôts etc.) arrivent en tête de liste. Malheureusement, cette approche n'est pas réciproque car les administrations elles-mêmes restent généralement les plus mauvais payeurs.

Un proverbe dit qu'à quelque chose malheur est bon, et notre espoir est que nous tirerons les enseignements de ce passé pour assainir enfin les principes de gestion de crédit afin de réduire les risques de retard de paiement.

Stockholm, mai 2009

Lars Wollung, Président & PDG du groupe Intrum Justitia

EN BREF



Intrum Justitia, leader européen de la gestion du poste clients, interroge chaque année plusieurs milliers d'entreprises dans 25 pays d'Europe sur les risques d'impayés. Les informations recueillies servent à mieux comprendre et mettre en évidence les risques d'impayés au niveau national et pan-européen, sur les particuliers, les entreprises et le secteur public.

Résumé des principaux résultats 2009

L'enquête 2009 d'Intrum Justitia révèle que la probabilité d'être réglé dans les délais par les particuliers, les entreprises et les administrations s'est dégradée sur les derniers mois. Selon la majorité des entreprises interrogées, cette situation devrait se détériorer encore davantage.

Alors que le monde doit déjà faire face à la récession la plus dure depuis plusieurs décennies, le constat est qu'il devient encore plus difficile d'être réglé à temps.

L'enquête EPI montre qu'en 2009 le retard de paiement par rapport au délai contractuel est passé à 19 jours par rapport aux 17 jours déclarés en 2008. Et chaque jour de retard engendre des coûts. En réaction, de nombreuses entreprises tentent de réduire la durée des crédits octroyés, plus spécifiquement pour les particuliers.

La dernière enquête EPI a été menée entre janvier et mars 2009, ce qui signifie que les impacts de la crise financière sont visibles, particulièrement dans l'augmentation du taux de pertes.

Le taux de pertes a progressé de 1,9% en 2007 à 2% en 2008 pour atteindre 2,4% en 2009. A première vue cette progression ne paraît pas forcément très conséquente, toutefois le graphique ci-dessous illustre l'effort supplémentaire de commercialisation que doivent déployer les entreprises pour contrebalancer l'impact des créances douteuses.

Impact des pertes

Marge →	2 %	3 %	4 %	5 %	6 %	7 %
montant passé en pertes en €	Ventes additionnelles nécessaires ↓	Ventes additionnelles nécessaires ↓	Ventes additionnelles nécessaires ↓	Ventes additionnelles nécessaires ↓	Ventes additionnelles nécessaires ↓	Ventes additionnelles nécessaires ↓
€ 500	25,000	16,667	12,500	10,000	8,333	7,143
€ 10,000	500,000	333,333	250,000	200,000	166.667	142,857

Plus inquiétant, plus de 70% des répondants en Europe anticipent une nouvelle augmentation des risques de non paiement, contre 30% lors de l'enquête 2008.

Délai effectif de paiement en jours	2007	2008	2009
Particuliers	42.0	40.0	41.0
Entreprises	58.6	55.5	57.0
Secteur Public	68.9	65.3	67.0

Indicateurs additionnels

Dans l'enquête de cette année, il était demandé aux entreprises dans quel ordre elles comptaient s'acquitter de leurs factures et charges en cas de tension de trésorerie.

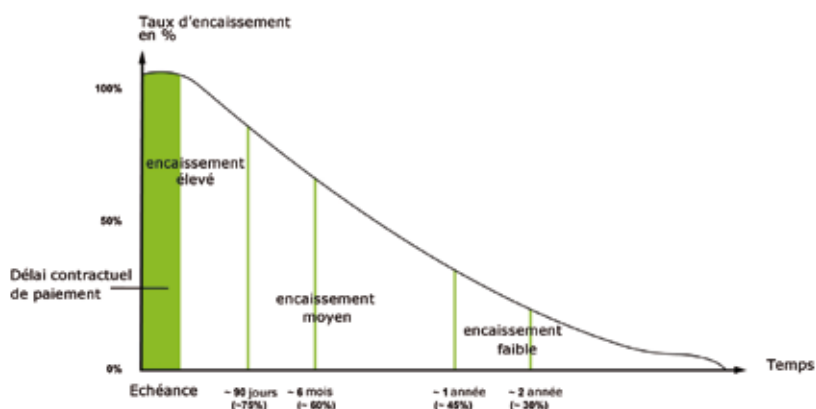
1. Administration - Charges fiscales
2. Banques et établissements financiers
3. Administration - Charges sociales

Alors que les entreprises reconnaissent devoir s'acquitter en premier de leurs dettes envers l'administration, les pouvoirs publics eux-mêmes demeurent généralement en Europe les plus mauvais payeurs avec un délai effectif de 37 jours pour un délai contractuel moyen de 30 jours.

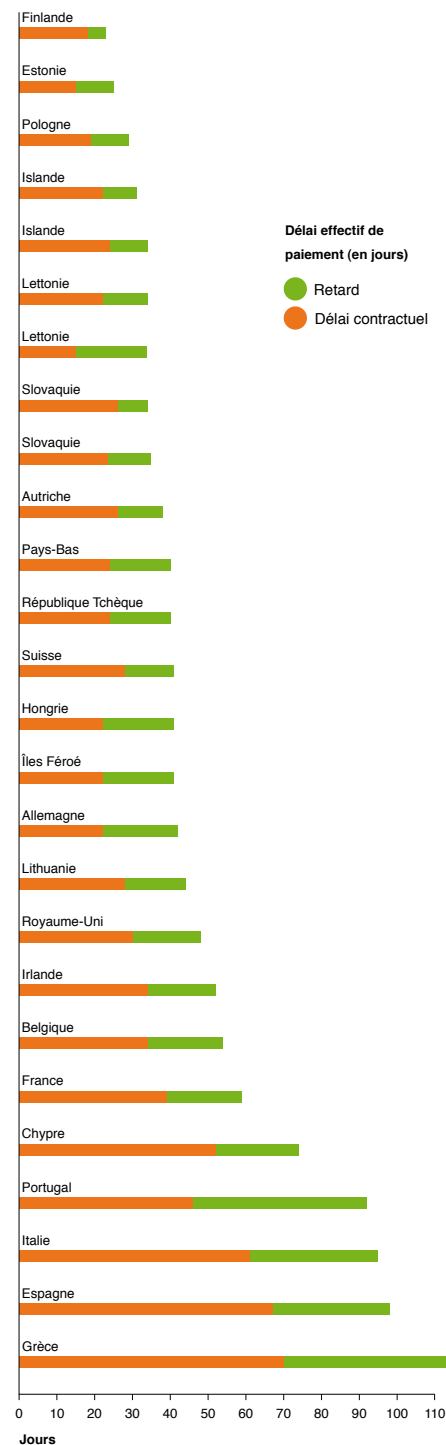
Tendances d'évolution du risque d'impayés

Le délai moyen de paiement au niveau pan-européen a augmenté en passant de 55.5 jours en 2008 à 57 jours en 2009, avec, une fois encore, de fortes variations entre les pays.

L'enquête souligne également que 65% des entreprises en Europe attendent 85 jours en moyenne avant de recourir à des services professionnels pour accélérer les paiements. Le graphique ci-dessous met clairement en évidence que la probabilité de se faire régler au-delà de 85 jours après l'échéance décroît rapidement, plus particulièrement dans le contexte de tourmente financière actuelle, alors que des entreprises peuvent déposer le bilan sans préavis.



Dans le contexte décrit ci-dessus, il est fortement recommandé aux entreprises en 2009 de travailler à l'intégration des fonctions ventes, marketing, facturation et recouvrement/ encaissement, de façon à s'assurer qu'elles ne poursuivent pas des objectifs opposés. En particulier, le focus devrait être mis sur l'identification et le ciblage de clients susceptibles de générer du profit immédiat.



S'assurer que le marketing et les forces de vente disposent d'une base de données orientée profitabilité contribue à faire évoluer leur objectif vers l'obtention du paiement, en lieu et place de la simple opération de vente. Les clients à risque peuvent être acceptés et contribuer à générer de la marge, sous réserve de moyens ou de conditions de paiement différenciés.

Le but ultime d'un Credit Management efficient va bien au-delà de la simple gestion de lignes de crédit clients ou de limites de crédit. Il comprend également le développement de la fidélisation et de la rétention client, la contribution à l'identification et la pénétration de nouveaux marchés. Le Credit Management permet également d'éviter de consacrer du temps et de l'argent à l'effort de commercialisation à des clients qui ne devraient pas du tout figurer dans les listes de prospects initiales.

Dans un monde des affaires idéal, le rôle du credit management devrait démarrer préalablement au lancement de la prospection par la fonction commerciale. Plus tôt la fonction Credit management vient en front office clientèle, meilleure est son efficacité.

L'analyse saine de tout client potentiel, particulier ou entreprise, contribue à développer un modèle économique sain qui consiste à ne pas lancer de process de vente à un client qui présente une probabilité élevée de retard ou de défaut de paiement.

Le monde des affaires ne va pas aller au cataclysme du fait de la crise financière. En réalité, la recherche démontre qu'il y a toujours de la marge bénéficiaire à préserver et dégager dans la supply chain d'une entreprise pour autant qu'une meilleure efficacité et une meilleure intégration soient créées entre ses différents départements.

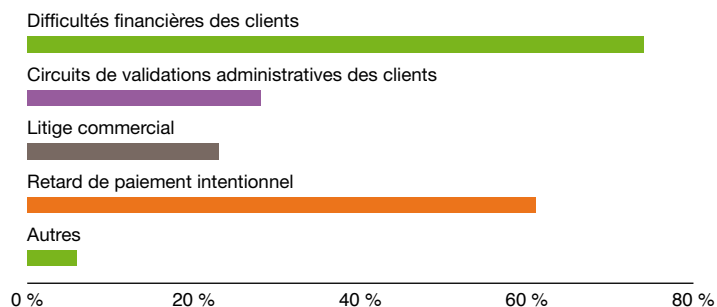
Quelques recommandations

- Analyser les portefeuilles risques à fréquence plus rapprochée
- Piloter la solvabilité client de façon continue
- Contacter oralement ou physiquement les clients avant la date de paiement et discuter des modalités de livraison, facturation et règlement
- Assurer un suivi immédiatement après la date d'échéance
- Transférer les non règlements à un professionnel , sans attendre 85 jours
- Cibler les « bons » clients

Les milliers de managers ayant répondu à l'enquête annuelle Intrum Justitia European Payment Index restent extrêmement inquiets quant aux conséquences des retards de paiements :

- les paiements incertains ou différés font considérablement hésiter les managers à poursuivre le développement international de leurs entreprises
- les retards de paiement placent les entreprises dans une situation critique en matière de trésorerie , qui peut mettre en danger leur survie
- les délais de paiement élevés réduisent les cash flow et alimentent l'incertitude. Ainsi , ils restreignent le développement, la compétitivité et la profitabilité des petites et moyennes entreprises
- les retards de paiement contraignent les entreprises à se mobiliser excessivement – en temps et en argent – sur la récupération de leur poste client, au détriment – et particulièrement dans les petites et moyennes entreprises – d'un investissement suffisant et pertinent dans le temps autour du développement, de la technologie et des ressources humaines.

Raisons des retards de paiement d'après les répondants



La menace de cette tendance a été anticipée dès 1997, lorsque la Commission Européenne a souligné que « les retards de paiement représentent un obstacle croissant au succès du marché unique ».

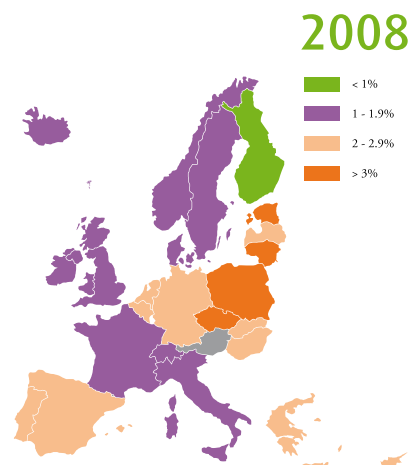
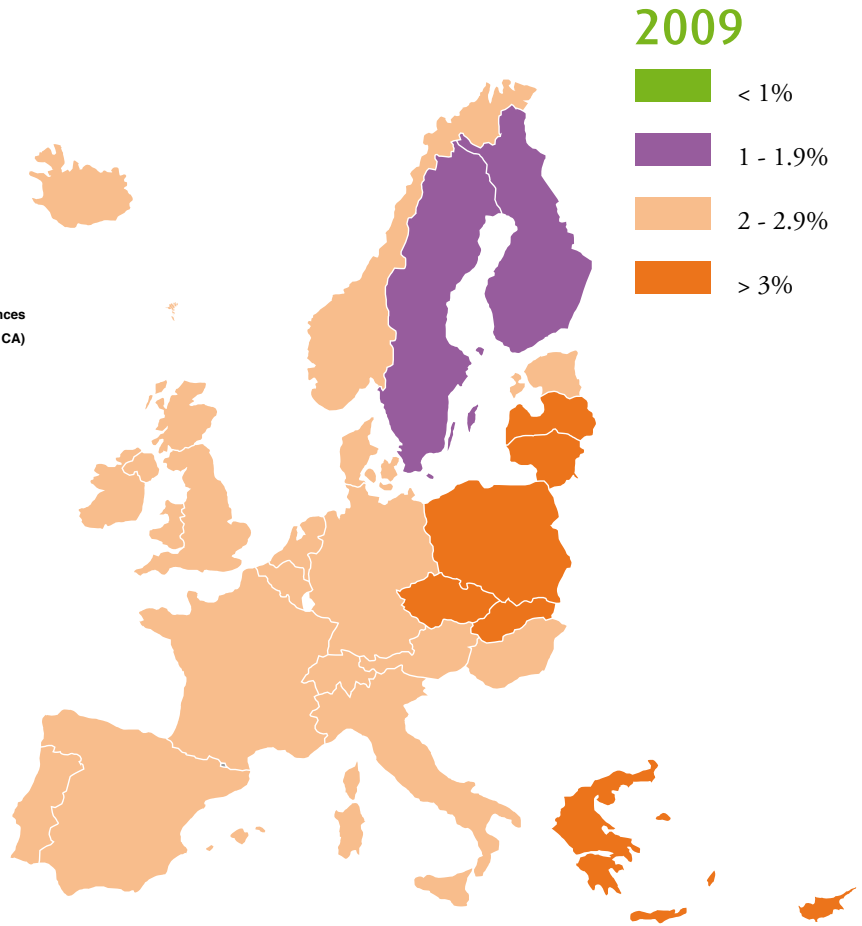
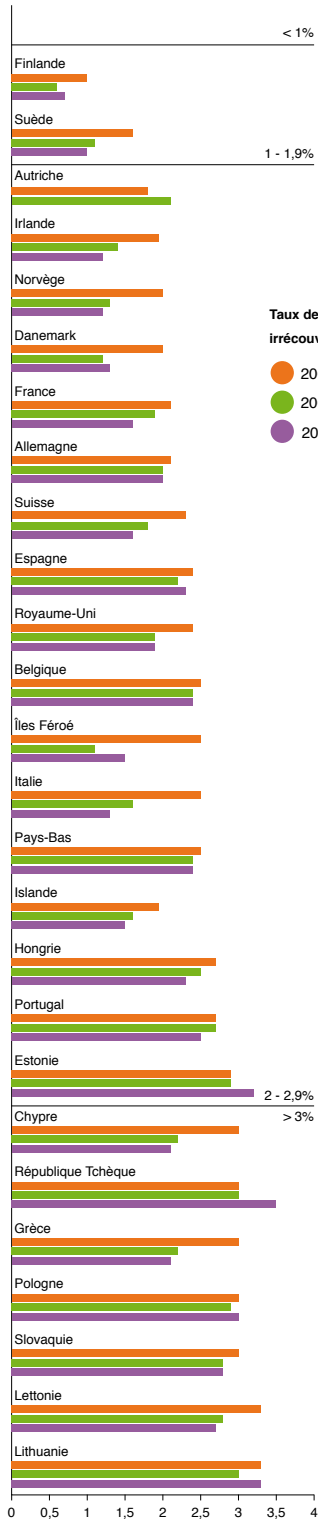
Ce n'est pas simplement du succès du Marché Unique dont il s'agit, car l'ampleur du problème menace de devenir une force dévastatrice.

- Environ un milliard de factures sont en défaut de paiement chaque année et se transforment ainsi en dossiers de recouvrement
- Les institutions européennes et le monde des affaires estiment à 25 milliards d'euros les coûts inhérents à la gestion des retards de paiement

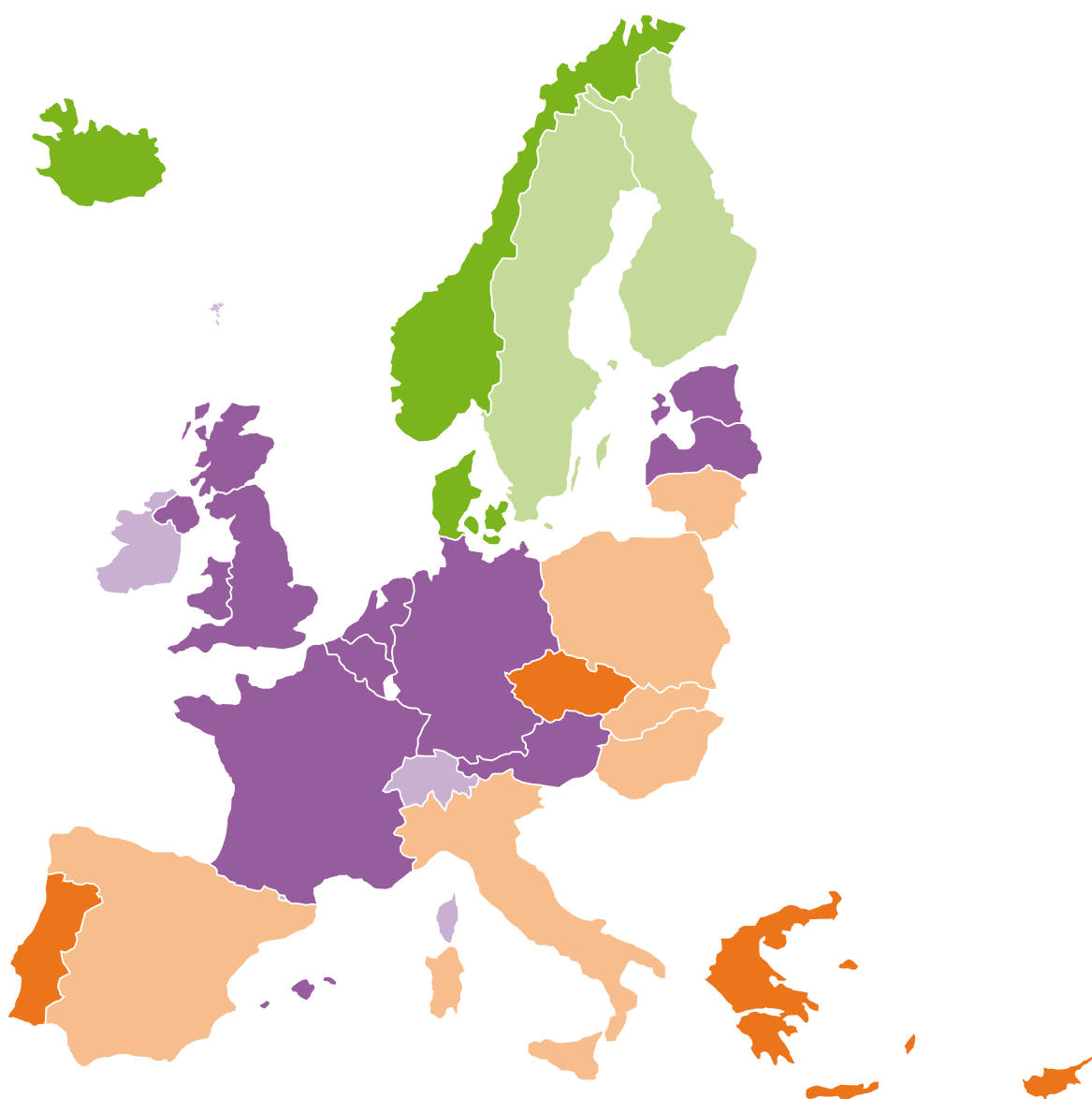
L'argent gelé dans les retards de paiement ne peut être utilisé pour alimenter la croissance économique. C'est seulement en encourageant des paiements plus rapides et mieux sécurisés que les comptes clients pourront être convertis en nouveaux investissements et en développement des affaires.

Les clients qui s'acquittent de leurs factures en retard mettent en danger les liquidités de leurs fournisseurs et peuvent contribuer à les placer en situation de faillite. De plus, le paiement tardif ou incertain constitue très clairement un frein au commerce international, qui est pourtant clé pour le développement et la prospérité future de la nouvelle Europe.

Taux de pertes sur créances irrécouvrables



EUROPEAN PAYMENT INDEX



RAPPORTS PAR PAYS

Rapports par pays

Vous trouverez pour chaque pays un profil individuel de risques. Ce profil traduit de façon simplifiée les critères élémentaires d'évaluation globale des risques d'impayés (Payment Index).

Explication des indicateurs de risques :

Délai effectif de paiement	Mesure du délai effectif de paiement en jours.
Retard	Mesure la durée du retard en jours par rapport au délai de paiement contractuel.
Répartition des créances	Mesure la répartition du montant total des créances selon l'ancienneté de la créance.
Pertes	Mesure des taux de pertes sur créances irrécouvrables.
Prévisions	Mesure les prévisions des entreprises interrogées sur l'évolution des risques d'impayés.
Conséquences	Mesure les conséquences des retards de paiement auxquelles les entreprises interrogées pensent être exposées.

Pour mieux comprendre le Payment Index, merci de vous reporter à l'explication ci-après.

Payment Index

Le Payment Index a été développé par Intrum Justitia pour comparer les risques de paiement de différentes économies, régions et secteurs.

Il est basé sur un total de huit sous-indices obtenus à partir d'un ensemble de 21 informations clés. Il intègre aussi bien des données financières de l'entreprise que des prévisions des entreprises interrogées : délai contractuel de paiement (en jours), retard de paiement (en jours), délai effectif de paiement (en jours), répartition des créances, taux de pertes sur créances irrécouvrables (en %), prévision de l'évolution des risques, prévision des conséquences des retards de paiement, causes des retards de paiement...

Risk Index - Explication

100	Absence totale de risque : le paiement a lieu à la livraison
101 - 124	Risque faible : mesures de prévention
125 - 149	Intervention nécessaire, mesures de réduction des risques recommandées
150 - 174	Intervention indispensable, mesures de réduction des risques nécessaires
175 >	Intervention d'urgence, mesures de réduction des risques vitales

AUSTRIA / AUTRICHE



Développement économique (%)

		Moyenne UE à 27
PIB par habitant	31.300	
Croissance	0,6	0,2
Taux de chômage	4,0	7,6
Inflation	0,6	1,2

(Estimations pour 2009)

Petit pays de 8,2 millions d'habitants dépendant largement de ses exportations, l'Autriche n'a pas été en mesure de se protéger de la mauvaise conjoncture économique mondiale. L'économie autrichienne devrait se contracter de 0,5 pour cent en 2009, marquant un revirement net par rapport aux bons taux de croissance dont a bénéficié le pays ces dernières années, selon l'Institut autrichien de recherche en économie (WIFO). Les carnets de commande des entreprises n'étant pas très remplis et la consommation des ménages ralentissant, la priorité, pour la coalition au pouvoir, c'est d'aider les consommateurs et les entreprises à faire face à la tempête financière. Les banques autrichiennes ont consenti un volume de prêts équivalents à environ 70 % du PIB, ce qui a amené le gouvernement à faire des efforts pour consolider le secteur, une initiative qui devrait entraîner une hausse significative du déficit budgétaire. Le gouvernement a affirmé qu'il compte bien poursuivre le développement d'une économie de hautes technologies et fondée sur la connaissance, s'appuyant sur des marchés de niche très spécialisés, en encourageant la recherche et le développement.

Paiement : Comportement et risques

L'Autriche est l'un des rares pays européens qui, au moment de cette enquête, ne présentait aucun signe évident d'impact lié à la crise financière mondiale. La moyenne des délais de paiement accordés aux consommateurs a été réduite de 24 à 19 jours en moyenne.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	19,0	27,0	29,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	35,0	35,0	40,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	16,0	8,0	11,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	16,0		

Le délai effectif de paiement est relativement stable pour les entreprises. Et ce délai s'est même légèrement amélioré pour le secteur public. De tous les pays ayant participé à cette enquête, les entreprises autrichiennes sont les plus optimistes pour les 12 prochains mois : 47 % s'attendent à une stabilisation des risques d'impayés, 52 % à une augmentation. 82 % des entreprises interrogées déclarent que les retards de paiement s'expliquent par les difficultés financières rencontrées par leurs clients.

Risk Index

2004	153
2005	151
2006	
2007	
2008	152
2009	153

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	51,4	29,9	18,7
2005	53,1	28,3	18,6
2006	54,9	32,5	12,6
2007			
2008	65,0	21,0	14,0
2009	64,0	34,0	2,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,9	
2005	1,7	
2006	1,8	
2007		
2008	2,1	
2009	2,0	

Export

Risk Index		
Italie	162	
Allemagne	153	
Suisse	145	



BELGIUM / BELGIQUE

Risk Index

2004	162
2005	155
2006	161
2007	154
2008	154
2009	156

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004			
2005			
2006	47,2	33,5	19,3
2007	50,6	37,2	12,2
2008	55,0	34,0	11,0
2009	55,0	33,0	12,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,8	
2005	2,4	
2006	2,5	
2007	2,4	
2008	2,4	
2009	2,5	

Export

Risk Index

RU	155	
Allemagne	153	
Pays-Bas	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	29.300	
Croissance	0,1	0,2
Taux de chômage	7,5	7,6
Inflation	1,4	1,2

(Estimations pour 2009)

En raison de la crise financière mondiale de longue durée et de la récession affectant ses pays partenaires, l'économie moderne et basée sur l'entreprise privée belge devrait se tasser de façon nette en 2009. Selon le rapport du Fonds monétaire international (FMI) de mars 2009, les 10,4 millions de Belges verront l'économie de leur pays se contracter de 2,5 % au cours de cette année, et elle ne devrait remonter que lentement en 2010, avec des « risques significatifs de rechute ». Au premier trimestre 2009, environ 20 milliards d'euros avaient déjà été injectés par la Belgique pour sauver le secteur des services financiers. Le FMI a indiqué que la Belgique pourrait dopper sa croissance, son emploi et sa position concurrentielle en libéralisant les marchés des produits et des services et en revoyant ses mécanismes de contrôle des prix de l'énergie et de la distribution. Le FMI a, en outre, invité le gouvernement à accélérer ses réformes du marché du travail et à réviser son système d'indexation des salaires sur les prix. Des mesures importantes susceptibles de favoriser la reprise économique sont en train d'être prises, notamment des efforts de modération salariale et de stimulation de l'économie par des mesures telles qu'une action en faveur du pouvoir d'achat, le soutien aux investissements publics et des crédits à l'exportation.

Paiement : Comportement et risques

Les entreprises belges se sont montrées fatalistes sur la situation actuelle. Elles s'attendent à une augmentation des risques d'impayés. Le retard de paiement des particuliers a doublé, passant de 6 à 12 jours en moyenne. Et celui des entreprises et du secteur public a également augmenté considérablement par rapport à 2008. Les entreprises belges tentent de réduire les délais de paiement en réduisant le délai accordé pour le paiement d'une facture, mais cette mesure ne semble pas avoir porté ses fruits à ce jour à en juger par le rallongement actuel des délais de paiement. Sur la répartition des créances, on observe une augmentation, en volume, des factures les plus anciennes. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté légèrement.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	23,0	35,0	45,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	35,0	52,0	76,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	12,0	17,0	31,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	15,0		

72 % des entreprises interrogées déclarent que le risque d'impayés va augmenter contre 31% en 2008. 87,5 % estiment que les retards de paiement s'expliquent par les difficultés financières rencontrées par leurs clients, 66 % pensent que c'est un prétexte pour payer en retard. 63 % déclarent que la crise financière est à l'origine des retards des paiements et 56 % qu'elle provoque une baisse des ventes.

CYPRUS / CHYPRE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	23.200	
Croissance	2,9	0,2
Taux de chômage	4,8	7,6
Inflation	1,8	1,2

(Estimations pour 2009)

Chypre dispose d'une économie ouverte dominée par les services et dépend de façon importante du tourisme. Après une décennie de croissance erratique marquée par l'instabilité politique, le gouvernement s'accroche à sa prévision de 2 % de croissance du PIB en 2009, tandis que la Commission Européenne n'estime celle-ci qu'à 1,1 %. Dans un cas comme dans l'autre, l'économie chypriote devrait ralentir de façon significative après une hausse du PIB de 3,8 % en 2008. Ces 20 dernières années, l'économie a largement évolué : dominée à l'origine par l'agriculture, elle a depuis mis l'accent sur l'industrie légère et les services, ce dernier secteur, avec le tourisme, représentant désormais 77,6 % du PIB et employant 72,1 % des travailleurs du pays. Le gouvernement a augmenté les dépenses de développement pour éviter les pertes d'emploi dans la période actuelle d'instabilité financière mondiale.

Paiement : Comportement et risques

Chypre semble aller à contre-courant de la tendance observée partout ailleurs en Europe : tous les secteurs ont réglé un peu plus rapidement que l'année dernière. Et la répartition des créances a évolué favorablement. Seul signe inquiétant, l'augmentation du taux de pertes sur créances irrécouvrables de 2,2 % à 3 %. Malgré l'amélioration, les délais de paiement à Chypre restent particulièrement importants.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	38,0	63,0	55,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	63,0	90,0	70,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	25,0	27,0	15,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	25,0		

Risk Index

2004	
2005	167
2006	
2007	172
2008	172
2009	173

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	24,4	41,4	34,2
2005	26,7	42,6	30,7
2006			
2007	20,7	42,6	36,7
2008	25,3	38,2	36,5
2009	30,0	37,0	33,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,5	
2005	2,1	
2006		
2007	2,1	
2008	2,2	
2009	3,0	

Export

	Risk Index	
Espagne	166	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	



CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Risk Index

2004	176
2005	174
2006	
2007	173
2008	171
2009	172

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	52,3	30,1	17,6
2005	51,4	35,1	13,5
2006			
2007	47,3	31,8	20,9
2008	60,0	24,0	16,0
2009	60,0	30,0	10,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,4	
2005	3,3	
2006		
2007	3,5	
2008	3,0	
2009	3,0	

Export

Risk Index

Pologne	163	
Italie	162	
Slovaquie	160	
Autriche	153	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	21.400	
Croissance	-1,4	0,2
Taux de chômage	6,1	7,6
Inflation	2,5	1,2

(Estimations pour 2009)

Après trois ans de croissance soutenue à 6 % par an en moyenne, les 10,2 millions de citoyens tchèques ont dû assister à la récession de leur économie en 2009 sous l'influence de la crise financière mondiale. En réponse à une chute des ventes immobilières, à une production industrielle en forte baisse et à une confiance en chute libre, le gouvernement a lancé en mars un plan destiné à limiter l'impact de la crise économique mondiale. Les principaux objectifs de ce plan sont de juguler la hausse du chômage et d'assurer la stabilité des finances publiques, selon le Premier Ministre Mirek Topolánek. Le plan encourage les entreprises à envoyer les salariés en formation plutôt que de les licencier et prévoit des mesures telles que des baisses de charges sociales, des possibilités d'amortissement plus rapide, une baisse de l'impôt sur les sociétés, des prêts garantis, des investissements dans les infrastructures de transport, dans la recherche et le développement, ainsi qu'un soutien aux agriculteurs. Au titre des bonnes nouvelles, les banques tchèques semblent en relativement bonne santé, en partie en raison de leur prudence dans l'octroi des prêts aux entreprises nationales.

Paiement : Comportement et risques

Le délai effectif de paiement est en hausse pour les particuliers tandis qu'il reste stable pour les entreprises et le secteur public. La répartition des créances a évolué favorablement avec une réduction, en volume, des factures les plus anciennes. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables, stable, reste à un niveau élevé (3 %).

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	18,0	30,0	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	36,0	49,0	35,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	18,0	19,0	10,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	15,0		

Parmi les entreprises interrogées, la majorité pensent le risque d'impayés restera le même. 94 % estiment que les retards de paiement sont liés à des difficultés financières de leurs clients, 61 % pensent que ces retards sont intentionnels. 45 % déclarent subir une diminution de leurs liquidités en raison de la crise financière.

DENMARK / DANEMARK



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	29.800	
Croissance	0,1	0,2
Taux de chômage	4,3	7,6
Inflation	0,9	1,2

(Estimations pour 2009)

La tempête économique mondiale est tombée aussi sur l'économie jadis florissante et orientée à l'exportation du Danemark, faisant chuter le marché de l'immobilier et entraînant une multiplication des faillites d'entreprises. L'économie danoise est désormais en récession et les perspectives, pour les entreprises comme pour les particuliers, apparaissent sombres. L'office national des statistiques du Danemark a indiqué que le produit intérieur brut du pays s'était contracté de 3,9 % au quatrième trimestre 2008, soit deux fois plus que ce que prédisaient les analystes, ce qui correspond à la plus forte chute de ce PIB en plus de cinq décennies. Selon l'office national et Realkredittædet, un organisme de crédit danois, le nombre de transactions immobilières a baissé de près de 35 % pour s'établir à son plus bas niveau sur une décennie, tandis que les faillites ont doublé sur le quatrième trimestre, par rapport à l'année précédente. Le gouvernement danois a décidé d'accélérer des investissements publics déjà prévus pour doper la croissance, et d'améliorer certains services publics. Toutefois, les 5,5 millions de citoyens du royaume assisteront à un ralentissement net de leur économie en 2009 et peut-être jusqu'en 2010, en raison de la contraction de la consommation, des investissements et des exportations.

Paiement : Comportement et risques

Le Danemark subit actuellement une nette augmentation des risques de paiement. Les retards de paiement ont progressé dans tous les secteurs, passant de 7 à 11 jours en moyenne. Ils ont doublé pour les transactions commerciales, passant de 6 à 12 jours en moyenne. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,2 % à 2 %, le taux le plus élevé jamais mesuré au Danemark.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	16,0	25,0	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	26,0	37,0	38,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	10,0	12,0	13,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	7,0		

Parmi les entreprises interrogées, 68 % s'attendent à une augmentation des risques d'impayés dans les 12 prochains mois. 69 % déclarent que les retards de paiement sont dus aux difficultés financières de leurs clients, 54 % qu'ils sont intentionnels. Depuis que la crise financière a frappé le Danemark, 59% des entreprises signalent une baisse d'activité, et 39% que les délais de paiement de leurs clients s'allongent.

Risk Index

2004	126
2005	130
2006	131
2007	132
2008	132
2009	136

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	68,3	25,3	6,4
2005	67,3	24,7	8,0
2006	69,3	24,0	6,7
2007	69,8	25,2	5,0
2008	68,6	24,9	6,5
2009	63,0	27,0	10,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,8	
2005	1,0	
2006	1,2	
2007	1,3	
2008	1,2	
2009	2,0	

Export

Risk Index		
RU	155	
Allemagne	153	
Pays-Bas	153	
France	150	
Norvège	134	
Suède	129	



ESTONIA / ESTONIE

Risk Index

2004	157
2005	152
2006	153
2007	151
2008	150
2009	151

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	59,8	33,9	6,3
2005	66,2	29,7	4,1
2006	67,2	28,3	4,5
2007	61,3	32,9	5,8
2008	68,5	20,7	10,8
2009	66,0	25,0	9,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,8
2005	3,5
2006	3,6
2007	3,2
2008	2,9
2009	2,9

Export

Risk Index

Lituanie	162
Allemagne	153
Lettonie	156
Suède	129
Finlande	125

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	16.400	
Croissance	-1,2	0,2
Taux de chômage	8,6	7,6
Inflation	3,3	1,2

(Estimations pour 2009)

Il n'y a pas si longtemps, l'économie estonienne connaissait une croissance record à la suite d'une réforme radicale de son économie après l'effondrement de l'Union Soviétique. Ces jours heureux semblent loin, à un moment où cet état balte a connu une contraction de 9,4 % de son économie (en rythme annuel) au quatrième trimestre 2008, en raison d'une chute brutale de la production et de la demande intérieure. Les premières estimations pour 2009 tablent sur un déclin de l'économie estonienne pouvant aller jusqu'à 4 %, avec une hausse du chômage. En raison d'une baisse brutale des rentrées, le déficit budgétaire de l'Estonie pourrait dépasser 3 % du PIB en 2009. Néanmoins, les analystes estiment que l'économie devrait rebondir en 2010 à mesure que la demande intérieure se stabilisera et que les exportations retrouveront une croissance plus forte. L'économie estonienne bénéficie de la situation du pays, au carrefour de l'Est et de l'Ouest. Les moyens de transport et de communication modernes de l'Estonie offrent une infrastructure fiable pour le commerce avec l'ex-Union soviétique et avec les pays scandinaves, ce qui confère à l'Estonie un rôle potentiel de relais dans la chaîne logistique qui s'étend de l'Extrême-Orient à l'Union européenne.

Paiement : Comportement et risques

Les comportements de paiement se sont légèrement détériorés par rapport à 2008. Les retards de paiement se sont allongés de quelques jours. Et le taux de pertes sur créances irrécouvrables s'est stabilisé au taux relativement élevé de 2,9 %. Sur la répartition des créances, on observe une augmentation, en volume, des factures les plus anciennes.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	10,0	20,0	15,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	18,0	36,0	21,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	8,0	16,0	6,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	9,0		

61 % des entreprises interrogées craignent une augmentation des risques d'impayés dans les 12 prochains mois. 92 % estiment que les retards de paiement sont dus aux difficultés financières de leurs clients, 84% qu'ils sont intentionnels. Et, la baisse des ventes, la réduction des liquidités et l'augmentation des retards de paiement sont les principales conséquences de la crise financière.

FAROE ISLANDS / ÎLES FÉROÉ



Développement économique (%)

	Moyenne UE27
PIB par habitant	
Croissance	0,2
Taux de chômage	7,6
Inflation	1,2

(Estimations pour 2009)

L'économie des îles Féroé — un pays autonome de 49 000 habitants sous l'égide du Royaume du Danemark — est très dépendante des industries de la mer. La pêche, l'aquaculture et la transformation des produits de la mer représentent en effet un quart du produit intérieur brut. Les autres industries, comme le secteur public, dépendent de façon importante des richesses créées par les industries de la mer. Les îles Féroé ont obtenu d'excellents résultats financiers depuis 1995, en dépit des difficultés inhérentes à l'administration d'une économie « piscidépendante », ce qui lui a valu une notation Aa2 de la part de Moody's en mars 2008.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont augmenté de manière significative avec des retards de paiement plus importants et avec une forte augmentation du taux de pertes sur créances irrécouvrables. L'économie des Îles Féroé repose essentiellement sur le secteur de la pêche. 52 % des entreprises interrogées craignent

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	18,0	22,0	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	37,0	43,0	42,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	19,0	21,0	17,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	15,0		

que les risques d'impayés n'augmentent. 74 % estiment qu'elles sont payées en retard en raison des difficultés financières de leurs clients. Les conséquences les plus évidentes de la crise financière sont la baisse des ventes et l'augmentation des retards de paiement.

Risk Index

2004	
2005	
2006	
2007	140
2008	140
2009	146

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004			
2005			
2006			
2007			
2008	48,3	36,5	15,2
2009	33,0	50,0	17,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004		
2005		
2006		
2007	1,5	
2008	1,1	
2009	2,5	

Export

Risk Index	
RU	155
Pays-Bas	153
Danemark	136
Norvège	134



FINLAND / FINLANDE

Risk Index

2004	124
2005	125
2006	126
2007	124
2008	123
2009	125

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	68,1	28,4	3,5
2005	69,6	27,9	2,5
2006	68,7	28,3	3,0
2007	70,8	25,6	3,6
2008	74,0	22,0	4,0
2009	74,0	22,0	4,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,9	
2005	1,0	
2006	0,9	
2007	0,7	
2008	0,6	
2009	1,0	

Export

Risk Index

RU	155	
Allemagne	153	
Pays-Bas	153	
Suède	129	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	28.900	
Croissance	1,3	0,2
Taux de chômage	6,6	7,6
Inflation	1,2	1,2

(Estimations pour 2009)

Début 2009, la Finlande a rejoint les rangs des pays affectés par la récession, lorsque l'institut national de statistiques a publié ses chiffres faisant état d'un déclin de la consommation et des investissements. Son économie traditionnellement solide et orientée à l'exportation s'efforce de faire face à la chute de la demande extérieure et une baisse de la confiance des consommateurs et de la production industrielle. Les exportations, qui représentent un tiers de l'économie finlandaise, se sont réduites de plus de 14 % au dernier trimestre 2008 par rapport au même trimestre de l'année précédente, et les principaux marchés européens de la Finlande — la Suède, l'Allemagne et le Royaume-Uni — sont eux-mêmes déjà en récession. Avec un chômage à 7 % et en hausse, le gouvernement a lancé une série d'initiatives destinées à combattre la récession, notamment des baisses de taxes afin de stimuler l'économie et de doper l'emploi, dans le cadre de son budget 2009, financé par les excédents des années passées. Mais la Finlande a déjà fait ses preuves dans la lutte contre la récession. Lors de l'épisode de contraction brutale du début des années 90, l'état finlandais a effectué des investissements importants dans les nouvelles technologies qui ont permis de sortir le pays de l'ornière. Cette fois-ci, c'est le même type de stratégie qui est à l'œuvre, avec des mesures destinées à encourager l'entreprise, à améliorer le rendement énergétique et à maintenir à l'avance de la Finlande en matière de nouvelles technologies.

Paiement : Comportement et risques

Bien que la Finlande soit toujours le meilleur pays pour être payé à temps, le système a tout de même été quelque peu secoué par la crise. Une hausse des retards de paiement a été constatée au niveau des entreprises et des particuliers. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 0,6 % à 1,0 %. Les Finlandais sont plus pessimistes que l'an dernier. 65 % d'entre eux estiment que les risques d'impayés vont augmenter alors que l'an dernier 66 % pensaient qu'ils resteraient sensiblement identiques.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	13,0	21,0	20,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	18,0	28,0	24,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	5,0	7,0	4,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	5,0		

77 % déclarent que les retards de paiement sont dus aux difficultés financières de leurs clients. 50 % estiment que le montant des liquidités de leur société a été affecté par la crise financière, tandis que 40 % ont dû faire face à un recul de leurs ventes et 35 % ont subi des retards de paiement de leurs clients.

FRANCE / FRANCE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	28.500	
Croissance	0,0	0,2
Taux de chômage	8,6	7,6
Inflation	0,7	1,2

(Estimations pour 2009)

Début 2009, le président français Nicolas Sarkozy a indiqué que la France devait faire face à une crise économique sans précédent. La crainte étant que l'économie française se contracte de 1,5 % cette année, la priorité à court terme du gouvernement est d'amortir l'impact du ralentissement économique par une augmentation des investissements publics, un soutien à la trésorerie des entreprises, à l'emploi et aux prestations sociales versées aux chômeurs et aux travailleurs peu payés. L'institut statistique français, l'Insee, a indiqué que le produit intérieur brut avait augmenté de 0,7 % en 2008, mais qu'il s'était contracté de 1,2 % au quatrième trimestre. L'Insee prédit que la France va suivre des pays comme l'Allemagne, les États-Unis et le Japon et passer en récession en 2009 à mesure que la hausse du chômage et les conséquences de la crise financière mondiale vont peser sur la deuxième économie de la zone euro, affectée par une stagnation de la consommation, une contraction des investissements et une baisse de la demande extérieure. Le gouvernement français a indiqué qu'il apporterait la caution de l'État et de la trésorerie aux banques. Les analystes prévoient une reprise graduelle à partir de 2010, à condition que les marchés financiers se stabilisent et que l'inflation et les taux d'intérêts baissent.

Paiement : Comportement et risques

En France, les risques de non-paiements ont encore augmenté. Les retards de paiement ont grimpé en flèche (19 jours contre 14 en 2008), en particulier pour les particuliers et le secteur public. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,9% à 2,1%. Parmi les entreprises interrogées, 65 % craignent que les risques d'impayés n'augmentent dans les 12 prochains mois.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	24,0	45,0	48,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	43,0	63,0	70,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	19,0	18,0	22,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	14,0		

80 % déclarent que les difficultés financières de leurs clients constituent la raison principale des retards de paiement. En raison de la crise financière, les entreprises françaises ont observé un recul des ventes, une réduction de leurs liquidités ainsi qu'une augmentation des retards de paiement.

Risk Index

2004	146
2005	143
2006	147
2007	145
2008	146
2009	150

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	30,7	53,7	15,6
2005	36,2	47,0	16,8
2006	33,8	47,4	18,8
2007	35,3	50,3	14,4
2008	39,0	45,0	16,0
2009	42,0	36,0	22,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,4	
2005	1,5	
2006	1,8	
2007	1,6	
2008	1,9	
2009	2,1	

Export

	Risk Index	
Espagne	166	
Italie	162	
Belgique	156	
RU	155	
Allemagne	153	
Pays-Bas	153	



GERMANY / ALLEMAGNE

Risk Index

2004	156
2005	154
2006	155
2007	151
2008	150
2009	153

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	57,4	29,0	13,6
2005	54,9	31,0	14,1
2006	54,6	29,5	15,9
2007	57,4	30,0	15,9
2008	60,0	29,0	11,0
2009	60,0	24,0	16,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,1	
2005	2,3	
2006	2,0	
2007	2,0	
2008	2,0	
2009	2,1	

Export

Risk Index

Italie	162	
Belgique	156	
Autriche	153	
RU	155	
Pays-Bas	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	28.900	
Croissance	0,0	0,2
Taux de chômage	7,3	7,6
Inflation	0,0	1,2

(Estimations pour 2009)

À la fin 2008, l'Allemagne pouvait se satisfaire du taux d'emploi le plus élevé depuis plusieurs décennies et d'un budget en équilibre pour la première fois depuis des années ; aujourd'hui, selon les dires de la chancelière Angela Merkel, le pays connaît sa pire crise économique de ces 60 dernières années. Première exportatrice mondiale, l'économie allemande, la première en Europe, ne fonctionne plus qu'en roue libre au moment où la crise mondiale du crédit resserre son étreinte. Selon l'Institut allemand d'économie mondiale, 2009 pourrait être la pire année pour la croissance allemande depuis la Dépression. L'institut prédit que l'économie allemande se contractera de 3,7 % en 2009. Les chiffres publiés en mars montrent que l'indice de la production industrielle a baissé de 7,5 % tandis que les commandes des entreprises et les exportations ont également chuté de façon significative au cours des premiers mois de 2009. Le chômage a poursuivi sa hausse pour le quatrième mois consécutif en février, s'établissant à 7,9 %, selon l'office national du travail, qui a révisé à la hausse le nombre de chômeurs, le faisant passer de 3,6 à 3,7 millions de personnes, contre une moyenne de 3,268 millions en 2008. Mi-octobre 2008, le gouvernement a annoncé l'injection massive de 500 milliards d'euros pour stabiliser les marchés financiers et juguler l'effet de panique naissant. Cet ensemble de mesures, qui a reçu un large soutien des politiques et de la population, comprend des garanties bancaires pouvant aller jusqu'à 400 milliards d'euros pour alimenter les banques en trésorerie et 80 milliards d'euros de prise de participations et d'actifs à risques des banques allemandes.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont augmenté pour les transactions commerciales et avec les particuliers. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 2 % à 2,1 %. 59 % des entreprises interrogées estiment que les risques d'impayés augmenteront dans les 12 prochains mois, contre 30 % en 2008. L'Allemagne est également entrée dans une spirale de paiements de plus en plus tardifs.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	15,0	27,0	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	30,0	49,0	40,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	15,0	22,0	15,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	14,0		

79 % déclarent qu'elles sont payées en retard car leurs clients traversent une période de difficultés financières. Les entreprises ont subi de plein fouet la crise financière, 63 % d'entre elles subissant un recul des ventes, 50 % observant une diminution de leurs liquidités et 56 % faisant face à une augmentation des retards de paiement de leurs clients.

GREECE / GRÈCE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	24.700	
Croissance	2,5	0,2
Taux de chômage	8,4	7,6
Inflation	0,9	1,2

(Estimations pour 2009)

L'économie grecque, après plusieurs années de forte croissance ininterrompue, est à un carrefour délicat où il lui faut combattre la crise économique mondiale alors que ses finances sont en mauvais état. Le pays est déjà en déficit d'environ 53 milliards d'euros, soit 15 % de son PIB. C'est le déficit budgétaire le plus élevé en Europe pour une population de 11 millions d'habitants. Le gouvernement s'efforce également de lutter contre le chômage, qui touche environ 19 % de la jeunesse et 7,2 % de la population totale. Au début de l'année, la Grèce a été le premier pays ouest-européen à voir la note attribuée à son économie baisser, reflet des craintes que suscite sa dette publique énorme. L'agence de notation financière Standard & Poor's a indiqué à l'appui de cette dégradation que la crise financière actuelle avait exacerbé « une perte sous-jacente de compétitivité » de l'économie grecque. Autre mauvaise nouvelle : un rapport de la Commission européenne prévoit une chute radicale des exportations du pays en 2009. Avec un poids de la dette croissant, un ralentissement net des octrois des crédits, une inflation élevée et une confiance en berne des entreprises, le ralentissement de la demande intérieure est quasi certain et il est possible qu'on assiste à des mouvements sociaux analogues aux émeutes de décembre 2008, qui avaient été provoquées par des réformes impopulaires, un taux de chômage des jeunes sans précédent et un désaveu de l'économie.

Paiement : Comportement et risques

Faire des affaires avec des entreprises et le secteur public en Grèce est de plus en plus compliqué. Par rapport à 2008, les risques d'impayés ont augmenté pour les transactions commerciales et celle du secteur public. La répartition des créances continue d'évoluer défavorablement avec une augmentation, en volume, des factures les plus anciennes. Par ailleurs, le taux de pertes sur créances irrécouvrables a fortement augmenté de 2,2 % à 3 %.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	30,0	85,0	95,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	60,0	120,0	165,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	30,0	35,0	70,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	38,0		

Parmi les entreprises interrogées, 75 % pensent que les risques vont empirer au cours des 12 prochains mois, contre 47 % en 2008. En raison de la crise financière, les entreprises grecques sont confrontées à un recul des ventes, une réduction des liquidités et une augmentation des retards de paiement.

Risk Index

2004	152
2005	173
2006	
2007	174
2008	174
2009	180

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	18,1	35,8	46,1
2005	18,5	34,0	47,5
2006			
2007	16,4	35,5	48,1
2008	20,0	39,0	41,0
2009	15,0	20,0	65,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,0	
2005	1,6	
2006		
2007	2,1	
2008	2,2	
2009	3,0	

Export

	Risk Index	
Italie	162	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	



HUNGARY / HONGRIE

Risk Index

2004	156
2005	155
2006	158
2007	160
2008	161
2009	165

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	58,5	28,5	13,0
2005	60,1	29,2	10,7
2006	58,8	26,9	14,3
2007	53,4	29,6	17,0
2008	54,0	34,0	12,0
2009	55,0	27,0	18,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,4	
2005	2,4	
2006	2,8	
2007	2,3	
2008	2,5	
2009	2,7	

Export

Risk Index

Pologne	163	
Italie	162	
Autriche	153	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	15.900	
Croissance	0,7	0,2
Taux de chômage	8,6	7,6
Inflation	3,5	1,2

(Estimations pour 2009)

La Hongrie a abordé 2009 avec des perspectives sombres pour son économie et la prédiction d'une chute pouvant aller jusqu'à 5 % de son produit intérieur brut (PIB) au cours des six premiers mois, suivie d'une stagnation en 2010. L'Office hongrois des statistiques (KSH) a indiqué que le PIB du pays s'est contracté de 2 % avant corrections au quatrième trimestre de l'année dernière, tandis qu'après correction pour variations saisonnières, cette contraction s'établit à 2,1 % en rythme annuel. Disposant de peu de moyens pour doper sa demande intérieure, le gouvernement a réagi par une politique d'austérité fiscale et de réduction des dépenses. En février, un groupe d'experts économiques, universitaires et de leaders économiques réunis par le gouvernement a proposé un plan de réduction radicale des dépenses destiné à contribuer à remettre l'économie hongroise dans le sens de la croissance pour ses 10 millions de citoyens. Baptisé Alliance pour la réforme, le groupe d'experts a attribué les maux économiques actuels du pays à une compétitivité en baisse, à un faible niveau d'emploi, à l'assiette étroite des contribuables et aux dépenses publiques excessives.

Paiement : Comportement et risques

Les retards de paiement ont augmenté en Hongrie pour les particuliers et le secteur public. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a continué de grimper passant de 2,5 % à 2,7 %. La répartition des créances continue d'évoluer défavorablement avec une augmentation, en volume, des factures les plus anciennes.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	14,0	26,0	27,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	24,0	45,0	55,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	10,0	19,0	28,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	17,0		

97 % des entreprises interrogées estiment que les retards de paiement sont liés aux difficultés financières rencontrées par leurs clients. Le recul des ventes, la réduction des liquidités et l'augmentation des paiements en retard sont les effets immédiats de la crise financière.

ICELAND / ISLANDE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	25.600	
Croissance	-8,3	0,2
Taux de chômage		7,6
Inflation		1,2

(Estimations pour 2009)

Les 305 000 citoyens islandais ont été parmi les premières grandes victimes de la crise financière mondiale, avec l'effondrement spectaculaire de son secteur bancaire pourtant florissant il n'y a pas si longtemps. Classé récemment comme l'un des pays les plus riches du monde, avec une croissance annuelle de 4 % en moyenne, l'Islande a connu à la fin 2008 une catastrophe financière quand ses principaux organismes de crédit se sont retrouvés à court de liquidités dans le contexte du ralentissement économique mondial. Le pays a été sauvé de cette catastrophe par un prêt de 1,6 milliard d'euros consenti par le Fonds monétaire international (FMI), mais doit s'attendre, selon ce dernier, à une contraction de 10 à 10,5 % de son économie cette année. Toutefois, le FMI juge que l'Islande est sur la voie d'un rétablissement, avec une reprise économique possible d'ici la fin de l'année.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés ont augmenté, ce qui n'est pas une surprise compte tenu de la situation actuelle de l'économie islandaise. La répartition des créances a évolué très défavorablement avec une augmentation, en volume, des factures les plus anciennes et une baisse de 17 % des factures de moins de 30 jours, malgré les conditions de paiement contractuelles relativement courtes en Islande. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,6 % à 2,0 %.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	20,0	25,0	26,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	29,0	33,0	39,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	9,0	8,0	13,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	6,0		

Risk Index

2004	130
2005	
2006	136
2007	134
2008	134
2009	137

Répartition des créances (%)

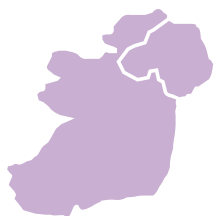
	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	68,6	25,0	6,4
2005			
2006	71,3	20,6	8,1
2007	66,4	26,4	7,2
2008	61,7	26,9	11,4
2009	59,0	24,0	17,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,1	
2005		
2006	1,6	
2007	1,5	
2008	1,6	
2009	2,6	

Export

Risk Index	
Espagne	166
RU	155
Allemagne	153
Pays-Bas	153



IRELAND / IRLANDE

Risk Index

2004	143
2005	140
2006	
2007	141
2008	142
2009	146

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	47,3	40,2	12,5
2005	52,3	41,5	6,2
2006			
2007	47,0	41,0	12,0
2008	45,3	42,7	12,0
2009	36,0	44,0	20,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,1	
2005	1,1	
2006		
2007	1,2	
2008	1,4	
2009	2,0	

Export

Risk Index

Italie	162	
Belgique	156	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	35.300	
Croissance	-0,9	0,2
Taux de chômage	8,8	7,6
Inflation	0,4	1,2

(Estimations pour 2009)

Les 4,1 millions d'Irlandais s'apprêtent à vivre un programme d'austérité pour les cinq ans à venir à un moment où le gouvernement cherche à redresser une économie sérieusement affectée par la crise mondiale du crédit, l'éclatement d'une bulle de crédit et un effondrement des rentrées fiscales. L'objectif principal du plan d'austérité est de contenir un énorme déficit budgétaire qui s'établit cette année à quelque 10 % du PIB, au travers de réduction de dépenses et d'augmentation d'impôts, à hauteur de 16 milliards d'euros (soit 8 % du PIB). Le système bancaire irlandais est dans un état précaire en dépit des garanties apportées par l'État et d'une recapitalisation publique. Premier pays de la zone euro à entrer en récession, l'économie irlandaise devrait se contracter de 6 % cette année en raison de l'effondrement de la construction, de la consommation déprimée et d'une faible croissance des exportations, selon la Banque centrale d'Irlande. Le taux de chômage devrait en outre s'établir en moyenne à 11 % en 2009.

Paiement : Comportement et risques

De façon générale, les risques d'impayés ont augmenté. Pour les particuliers, les délais contractuels moyens de paiement ont été réduits, sans pour autant produire d'effet sur les retards de paiements, qui ont augmenté pour les transactions commerciales et le secteur public. La répartition des créances a évolué défavorablement, avec des paiements plus tardifs qu'auparavant. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a fortement augmenté de 1,4 % à 2 %, le plus haut taux jamais mesuré.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	27,0	40,0	36,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	43,0	62,0	51,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	16,0	22,0	15,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	16,0		

57 % des entreprises interrogées craignent que les risques d'impayés n'empirent dans les 12 prochains mois. 87 % estiment que les retards de paiement sont dus aux difficultés financières rencontrées par leurs clients, 70 % pensent ces retards sont intentionnels. La crise financière se fait ressentir en Irlande au travers du recul des ventes, de la réduction des liquidités et de l'augmentation des retards de paiement.

ITALY / ITALIE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	25.000	
Croissance	-0,0	0,2
Taux de chômage	6,7	7,6
Inflation	0,4	1,2

(Estimations pour 2009)

L'Italie est déjà largement entrée en récession au 3ème trimestre 2008, la confiance des entreprises est en chute libre et le chômage connaît une hausse brutale. En annonçant un plan de stimulation de l'économie de 80 milliards d'euros et un plan d'incitations à hauteur de 2 milliards destiné à stimuler les ventes d'automobiles et d'appareils ménagers, le gouvernement italien a prédit une contraction de 2 % de l'économie du pays en 2009, pour une deuxième année consécutive de baisse. Le Centre européen de recherches (CER), un think-tank basé à Rome, prévoit la poursuite de la baisse du PIB jusqu'à la mi-2009 au moins, « ce qui représente la plus longue récession jamais subie par le pays ». Le CER prédit que le taux de chômage passe à 7,5 % en 2009, contre 6,9 % en moyenne en 2008. Le principal défi auxquels doivent faire face ceux qui ont la charge des 59,5 millions d'Italiens est de limiter l'impact de la crise financière mondiale, dans un contexte économique marqué par des niveaux d'imposition élevés, un taux élevé de déficit par rapport au PIB, un service de la dette coûteux et des résistances politiques aux réductions de dépenses.

Paiement : Comportement et risques

Les risques d'impayés continuent de progresser en Italie, la majorité des factures étant payée après 60 jours. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a grimpé en flèche de 1,6 % à 2,5 %, le taux le plus élevé jamais mesuré. Dans tous les secteurs, les retards ont augmenté, en particulier pour les particuliers et le secteur public. Parmi les entreprises interrogées, 70 % s'attendent à une augmentation des risques dans les 12 prochains mois.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	40,0	67,0	76,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	70,0	88,0	128,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	30,0	21,0	52,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	26,0		

93 % des entreprises italiennes considèrent que les retards de paiement sont dus aux difficultés financières rencontrées par leurs clients. 69% observent une augmentation des retards de paiement liée à la crise. Le recul des ventes et la réduction des liquidités figurent également parmi les effets significatifs ressentis par les entreprises.

Risk Index

2004	152
2005	158
2006	153
2007	157
2008	158
2009	162

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	17,7	59,1	23,2
2005	15,2	58,7	26,1
2006	14,6	54,1	31,3
2007	17,2	49,6	33,2
2008	25,0	40,0	35,0
2009	25,0	40,0	35,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,8	
2005	1,0	
2006	1,2	
2007	1,3	
2008	1,6	
2009	2,5	

Export

	Risk Index	
Espagne	166	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	



LATVIA / LETTONIE

Risk Index

2004	157
2005	153
2006	155
2007	148
2008	149
2009	156

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	60,1	30,2	9,7
2005	64,9	27,3	7,9
2006	64,3	27,6	8,1
2007	66,2	24,4	9,4
2008	60,8	29,6	9,6
2009	48,0	34,0	18,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,9	
2005	2,8	
2006	3,0	
2007	2,7	
2008	2,8	
2009	3,3	

Export

Risk Index

Pologne	163	
Lituanie	162	
Allemagne	153	
Estonie	152	
Suède	129	
Finlande	125	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	14.000	
Croissance	-2,7	0,2
Taux de chômage	12,3	7,6
Inflation	4,5	1,2

(Estimations pour 2009)

Après plusieurs années de boom économique soutenu par la demande des consommateurs, l'économie lettone est en chute libre, puisqu'elle s'est contractée de 10,5 % au dernier trimestre 2008 et qu'il est prévu que le PIB continue à connaître des taux de réduction à deux chiffres pendant une bonne partie de l'année 2009. Dans le contexte de la crise financière mondiale, la consommation lettone s'est effondrée et la production industrielle est engagée dans une spirale négative. Par rapport à l'année dernière, le commerce de détail a chuté de 15,6 % et le secteur de l'hôtellerie et de la restauration de 24,8 %. L'office du travail lettone a annoncé une hausse nette du chômage parmi la population de 2,3 millions d'habitants, avec un passage de 7 % en décembre 2008 à 8,3 % en janvier. Le FMI a approuvé, en décembre, un prêt d'urgence de 1,68 milliard d'euros à la Lettonie en échange de restrictions sévères des dépenses par le gouvernement.

Paiement : Comportement et risques

Aucune évolution positive n'est observée en Lettonie.

Les retards de paiement ont augmenté dans tous les secteurs, surtout pour les particuliers passant de 14 à 20 jours en moyenne. La répartition des créances a également subi une évolution très défavorable : seuls 48 % des paiements sont effectués dans un délai de 30 jours contre 60 % en 2008. Le pourcentage de factures, en volume, de plus de 90 jours a doublé de 9 % à 18 %, d'où un accroissement des risques.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	10,0	19,0	16,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	30,0	42,0	30,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	20,0	23,0	14,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	14,0		

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a également fortement augmenté de 2,8 % à 3,3 %. 72% des entreprises lettones interrogées s'attendent à une augmentation des risques d'impayés. 86 % estiment que leurs clients font face à des difficultés financières, d'où leur impossibilité à payer à temps. D'une manière générale, les temps sont durs pour les entreprises en Lettonie. Il est essentiel de mettre l'accent sur le développement de la gestion du poste client.

LITHUANIA / LITHUANIE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	15.100	
Croissance	0,0	0,2
Taux de chômage	9,8	7,6
Inflation	4,3	1,2

(Estimations pour 2009)

Affectés par la crise financière mondiale, les 3,4 millions de Litvaniens verront leur économie nationale mise à mal par une forte récession en 2009, au moment où le pays doit faire face à un ralentissement économique très net et à une hausse du coût de l'argent. Les prédictions pessimistes les plus récentes révèlent que la Lituanie, encore récemment qualifiée de « Tigre balte », verra son économie se contracter de 6 % en 2009, La croissance réelle du PIB devrait, de l'opinion générale, devenir négative en 2009, affectée par une demande intérieure faible et un ralentissement substantiel des marchés d'exportation de la Lituanie.

Paiement : Comportement et risques

Aucune évolution positive sur les comportements de paiement n'a été véritablement constatée cette année. Le délai effectif moyen de paiement s'allonge dans tous les secteurs, en particulier pour le secteur public. La répartition des créances évolue défavorablement. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté pour atteindre le niveau historique de 3,3 %.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	21,0	30,0	31,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	36,0	47,0	46,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	15,0	17,0	15,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	12,0		

Parmi les entreprises interrogées, 75 % craignent que les risques d'impayés n'empirent dans les 12 prochains mois. 94 % estiment également que leurs clients font face à des difficultés financières, imposant ainsi une pression supplémentaire sur le cycle des paiements. Les entreprises litvaniennes, d'une manière générale, ont été confrontées à un recul des ventes, une réduction des liquidités et à une augmentation des retards de paiement.

Risk Index

2004	167
2005	163
2006	159
2007	158
2008	157
2009	162

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	54,8	34,2	11,0
2005	55,7	31,7	12,6
2006	54,8	32,6	12,6
2007	57,5	32,8	9,7
2008	59,3	29,7	11,0
2009	51,0	33,0	16,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,4	
2005	3,5	
2006	3,2	
2007	3,3	
2008	3,0	
2009	3,3	

Export

	Risk Index	
Pologne	163	
RU	155	
Allemagne	153	
Estonie	152	
Lettonie	156	
Pays-Bas	153	
France	150	
Danemark	136	
Suède	129	



THE NETHERLANDS / PAYS-BAS

Risk Index

2004	153
2005	152
2006	154
2007	149
2008	149
2009	153

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	51,5	39,8	8,7
2005	56,0	34,2	9,7
2006	54,2	35,4	10,4
2007	57,8	32,9	9,3
2008	60,6	30,2	9,2
2009	57,0	30,0	13,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	2,6	
2005	2,5	
2006	2,8	
2007	2,4	
2008	2,4	
2009	2,5	

Export

Risk Index

Italie	162	
Belgique	156	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	33.500	
Croissance	0,4	0,2
Taux de chômage	2,8	7,6
Inflation	0,4	1,2

(Estimations pour 2009)

Le ralentissement de l'économie danoise entraîné par la récession et le marasme mondial affecte le pays de façon encore plus brutale que prévu. Les prévisions du Bureau de politique du gouvernement (CPB) indiquent que l'économie batave devrait se contracter de 3,5 % cette année, soit un chiffre nettement plus élevé que la baisse de 0,75 % annoncée en décembre dernier. Le CPB a également indiqué que le taux de chômage grimperait à 5,5 % en 2009 et, de façon encore plus radicale, passerait à 9 % des travailleurs en 2010. L'année dernière, le gouvernement néerlandais a approuvé un plan de relance de 20 milliards d'euros et a investi par ailleurs plusieurs milliards pour soutenir le secteur bancaire et d'autres entreprises du secteur des services financiers. Le CPB indique que dans le cadre des plans actuels, le pays encourrait un déficit budgétaire dépassant les 3 % en 2009 et les 5 % en 2010.

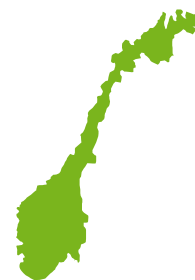
Païement : Comportement et risques

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables, dont le niveau était déjà très élevé, a augmenté pour atteindre 2,5 %. La répartition des créances a évolué défavorablement, avec une augmentation, en volume, des factures de plus de 60 jours. Les particuliers, les entreprises et le secteur public rallongent tous leurs délais de paiement.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	20,0	26,0	27,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	31,0	42,0	49,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	11,0	16,0	22,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	13,0		

60 % des entreprises interrogées s'attendent à une hausse des risques d'impayés, contre 22 % l'an dernier. La majorité des entreprises considère que la crise financière les affecte en terme de réduction des liquidités, de recul des ventes et d'augmentation des retards de paiement, en raison des difficultés financières auxquelles leurs clients doivent faire face.

NORWAY / NORVÈGE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	43.700	
Croissance	1,3	0,2
Taux de chômage	3,0	7,6
Inflation	1,7	1,2

(Estimations pour 2009)

L'économie norvégienne fait mieux que la plupart de ses voisins, mais le pays n'est pas immunisé contre le ralentissement économique mondial et souffre aussi d'une production, d'une demande intérieure et d'un taux d'emploi en baisse. Les données de l'Institut norvégien des statistiques ont révélé que le PIB hors pétrole (c'est-à-dire sans compter la très grosse production pétrolière et gazière off-shore et les transports maritimes au long cours) a augmenté de 2,4 % en 2008, loin toutefois des 6,1 % de 2007, record de croissance sur 36 ans. L'institut a également revu sa prévision de baisse du PIB hors pétrole en 2009, en la faisant passer de 0,4 % en décembre à 1,7 %, expliquant que « des initiatives fortes en matière de politique fiscale et monétaire ne suffiront sans doute pas à empêcher une baisse du PIB de la Norvège métropolitaine en 2009.

Paiement : Comportement et risques

Pendant des années, les pays scandinaves étaient cités en exemple pour la rapidité des paiements et pouvaient se targuer de posséder les plus faibles taux de pertes sur créances irrécouvrables en Europe, mais cette réputation semble passablement écornée aujourd'hui. Les retards de paiement ont augmenté de façon significative et le taux de pertes sur créances irrécouvrables passe de 1,3 % à 2 %.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	14,0	22,0	26,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	23,0	33,0	34,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	9,0	11,0	8,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	6,0		

La répartition des créances évolue défavorablement avec une forte augmentation des factures, en volume, de plus de 90 jours. 62% des entreprises interrogées estiment que les risques de non-paiement vont augmenter dans les 12 prochains mois. 64 % déclarent que les retards de paiement résultent directement du fait que leurs clients ne sont pas eux-mêmes payés à temps.

Risk Index

2004	137
2005	130
2006	131
2007	130
2008	130
2009	134

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	70,1	25,3	4,6
2005	72,0	23,0	5,0
2006	73,2	23,1	3,7
2007	69,0	24,3	6,7
2008	69,4	21,7	8,9
2009	63,0	25,0	12,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,7	
2005	1,4	
2006	1,5	
2007	1,2	
2008	1,3	
2009	2,0	

Export

	Risk Index	
RU	155	
Allemagne	153	
Pays-Bas	153	
France	150	
Suède	129	



POLAND / POLOGNE

Risk Index

2004	161
2005	158
2006	162
2007	159
2008	159
2009	163t

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	56,2	33,8	10,0
2005	53,8	32,0	14,2
2006	58,5	30,7	10,8
2007	59,3	29,0	11,7
2008	60,6	28,1	11,3
2009	53,0	30,0	17,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,0	
2005	2,8	
2006	2,9	
2007	3,0	
2008	2,9	
2009	3,0	

Export

Risk Index

RP	172	
Italie	162	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	14.500	
Croissance	3,8	0,2
Taux de chômage	6,7	7,6
Inflation	3,0	1,2

(Estimations pour 2009)

La Pologne a entamé 2009 moins affectée par la crise économique mondiale que nombre de ses voisins est-européens, grâce en partie à sa non-exposition au système financier qui rend les pays très interdépendants. L'économie polonaise est la sixième en Europe et la 21ème au monde. Mais elle n'est pas immunisée contre les turbulences du marché mondial et ce pays de 38 millions d'habitants va devoir faire face à une baisse de son économie en 2009, selon les prévisions du gouvernement. Ce dernier a lancé un plan de relance visant à contenir la politique fiscale de façon à laisser à la banque centrale la latitude de baisser les taux d'intérêt en fonction des besoins. Sauf si l'économie passe en récession, les observateurs s'attendent à ce que la Pologne puisse respecter les critères de Maastricht et ainsi postuler à l'entrée dans la zone euro en 2011.

Paiement : Comportement et risques

Les conditions contractuelles de paiement pour l'ensemble des secteurs se sont durcies. Et on constate que les entreprises et les particuliers règlent leurs factures légèrement plus rapidement. Par contre, le taux de pertes sur créances irrécouvrables est en hausse et retrouve son précédent niveau de 3 %. Par ailleurs, la répartition des créances a évolué défavorablement avec une baisse des factures, en volume, réglées dans un délai de 30 jours.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	15,0	21,0	20,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	33,0	39,0	44,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	18,0	18,0	24,0
Retard moyen de paiement en jours (2007)	17,0		

Parmi les entreprises interrogées, 52 % estiment que les risques de non-paiements vont augmenter durant les 12 prochains mois (contre seulement 21 % en 2008). 97 % pensent qu'elles sont payées en retard parce que leurs clients doivent faire face à des difficultés financières.

PORTUGAL / PORTUGAL



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	18.900	
Croissance	0,1	0,2
Taux de chômage	8,1	7,6
Inflation	-0,3	1,2

(Estimations pour 2009)

Le Portugal est entré en récession en 2008, son PIB se contractant de 2 % au dernier trimestre. Et bien que le pays ne connaisse pas de crise de l'immobilier et que le secteur des services financiers soit en meilleure santé que ceux de bien d'autres pays européens, le gouvernement a été obligé en décembre d'annoncer un plan de relance de 2 milliards visant à stimuler l'emploi, les investissements et l'aide aux entreprises en difficultés. Le pays n'échappe pas à la récession qui touche toute la zone euro avec une contraction de la consommation et une confiance des entreprises en déclin. La dette élevée des ménages contribuera également à réduire la croissance. En janvier, Standard & Poor's a abaissé la note de solvabilité à long terme du Portugal, la faisant passer de A+ à AA-, en arguant que les réformes structurelles du gouvernement étaient insuffisantes pour qu'il conserve sa note antérieure, une évolution dont le Ministre des Finances portugais a dit qu'elle était due à « la crise mondiale sans précédent que nous vivons à l'heure actuelle. »

Paiement : Comportement et risques

L'enquête EPI réserve son lot de bonnes et de mauvaises nouvelles concernant le Portugal, qui a régulièrement figuré parmi les pays où les risques d'impayés étaient les plus forts. La bonne nouvelle est que le secteur public règle ses factures 8 jours plus tôt que l'année dernière. Par contre, moins bonne nouvelle, les particuliers et les entreprises prennent plus de temps.

	articultiers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	30,0	52,0	57,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	60,0	87,0	129,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	30,0	35,0	72,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	40,0		

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables se stabilise au taux élevé de 2,7 %. La répartition des créances a évolué favorablement avec davantage de factures réglées dans un délai de 30 jours. Toutefois, l'autre facette est qu'une proportion élevée, en volume, de factures demeure impayées au bout de 90 jours. 77 % des entreprises interrogées craignent que les risques de non-paiement n'augmentent dans les 12 prochains mois. 90 % considèrent qu'elles sont payées en retard parce que leurs clients rencontrent des difficultés financières. En raison de la crise financière, les entreprises portugaises doivent compter avec un recul des ventes, une réduction des liquidités et une augmentation des retards de paiement de leurs clients ainsi que des conditions de crédit restreintes de leurs fournisseurs.

Risk Index

2004	191
2005	184
2006	183
2007	182
2008	183
2009	184

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	18,8	49,4	31,8
2005	19,4	49,8	30,8
2006	19,5	49,9	30,6
2007	20,9	52,2	26,9
2008	25,1	50,3	24,6
2009	25,0	39,0	29,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,0	
2005	2,9	
2006	2,7	
2007	2,5	
2008	2,7	
2009	2,7	

Export

	Risk Index	
Espagne	166	
Italie	162	
RU	155	
Allemagne	153	
Pays-Bas	153	
France	150	



SLOVAKIA / SLOVAQUIE

Risk Index

2004	
2005	
2006	
2007	160
2008	157
2009	159

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004			
2005			
2006			
2007	50,7	31,9	17,4
2008	52,0	30,0	18,0
2009	52	33	15

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004		
2005		
2006		
2007	2,8	
2008	2,8	
2009	3,0	

Export

Risk Index

RT	172	
Italie	162	
Pologne	163	
Allemagne	153	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	18.600	
Croissance	4,9	0,2
Taux de chômage	9,8	7,6
Inflation	2,8	1,2

(Estimations pour 2009)

Il y a peu de raisons d'être optimiste quant à l'état de l'économie slovaque en 2009. Même si les banques slovaques ont largement échappé aux turbulences financières qui ont affecté le reste de l'Europe, l'économie ouverte et d'envergure modeste du pays commence à donner des signes de faiblesse au moment où la demande en biens d'équipements de la part de ses marchés extérieurs, des automobiles aux téléviseurs, se ralentit et où la confiance intérieure des 5,4 millions de citoyens s'étirole avec la hausse du chômage. Le produit intérieur brut de la Slovaquie s'est contracté de 6,4 % en 2008, alors qu'il était en hausse record de 10,4 % à peine un an avant, et un second ralentissement est attendu en 2009. La production industrielle slovaque a chuté de 27 % en janvier par rapport à 2008, après une baisse de 18 % en décembre.

Paiement : Comportement et risques

Les retards de paiement sont en augmentation par rapport à 2008 et ce dans tous les secteurs. En particulier, ils ont doublé pour le secteur public, passant de 7 à 14 jours en moyenne. Malgré le durcissement des conditions contractuelles de paiement pour les particuliers et les entreprises, les délais effectives de paiement ont augmenté. Sur une note plus optimiste, la répartition des créances évolue favorablement, un plus grand nombre de factures payées dans un délai de 90 jours.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	17,0	26,0	25,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	27,0	39,0	39,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	10,0	13,0	14,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	8,0		

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 2,8% à 3,0%. Parmi les entreprises slovaques interrogées, 47%, (contre 11 % seulement en 2008) affichent leur pessimisme et pensent que les risques d'impayés vont s'aggraver. 72 % déclarent que les retards de paiement sont dus aux problèmes financiers de leurs clients. En raison de la crise financière, les entreprises slovaques constatent un recul des ventes et une augmentation des retards de paiement de la part de leurs clients.

SPAIN / ESPAGNE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	25.700	
Croissance	-0,2	0,2
Taux de chômage	14,8	7,6
Inflation	0,8	1,2

(Estimations pour 2009)

Après un boom économique de 15 ans assis sur l'aide à la construction et la consommation des ménages, l'Espagne connaît une crise économique grave et la confiance des consommateurs se réduit proportionnellement à la hausse brutale du chômage. Le sévère retournement économique a ainsi entraîné en février une hausse du nombre de chômeurs, qui s'établit désormais à 3,48 millions, et des prévisions font état d'un taux de chômage possible atteignant 20 % des travailleurs, soit 4,5 millions d'entre eux. Souffrant de la crise financière internationale, du manque de liquidités et d'une consommation en baisse, l'Espagne subit en outre une fermeture des robinets du crédit, les banques étant également en difficulté. Le taux des emprunts en défaut de remboursement est de 3,5 % et devrait même dépasser le chiffre record de 8 % que l'on avait connu lors de la crise du crédit du début des années 90. Coup supplémentaire : Standard & Poor's a retiré à l'Espagne sa note enviée de AAA, le justifiant par « les faiblesses structurelles de l'économie espagnole », et a prédit une longue récession qui devrait faire augmenter la dette nationale de 18 % du PIB.

Paiement : Comportement et risques

L'impact de la crise financière en Espagne est manifeste. Les retards de paiement se multiplient dans l'ensemble des secteurs. Le secteur public a réduit ses délais de paiement de 100 à 88 jours. Mais, la pénurie de crédit actuelle est à l'origine d'une augmentation des retards de paiement de 10 jours en moyenne.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	40,0	72,0	88,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	57,0	98,0	139,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	17,0	26,0	51,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	20,0		

La répartition des créances a évolué défavorablement, seules 19 % des factures sont réglées dans un délai de 30 jours (contre 29% en 2008) et avec une forte hausse des factures, en volume, de plus de 90 jours. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a également augmenté de 2,2 % à 2,4 %. Le pessimisme se propage avec 82 % des entreprises interrogées qui craignent que les risques d'impayés n'augmentent (contre 42 % en 2008). 90 % des entreprises espagnoles disent être payées en retard en raison des difficultés financières rencontrées par leurs clients. Le recul des ventes, la réduction des liquidités et les retards de paiements constituent les principaux symptômes dont souffrent les entreprises espagnoles à cause de la crise financière.

Risk Index

2004	166
2005	163
2006	161
2007	158
2008	159
2009	166

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	26,7	49,7	23,6
2005	26,1	52,8	21,1
2006	23,9	56,1	20,0
2007	27,6	52,0	20,4
2008	29,0	47,0	24,0
2009	19,0	48,0	33,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	3,0	
2005	2,8	
2006	2,4	
2007	2,3	
2008	2,2	
2009	2,4	

Export

	Risk Index	
Italie	162	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	



SWEDEN / SUÈDE

Risk Index

2004	127
2005	129
2006	129
2007	126
2008	126
2009	129

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	67,4	24,1	8,5
2005	72,1	21,5	6,4
2006	73,2	20,3	6,5
2007	77,1	18,6	4,3
2008	75,0	19,0	6,0
2009	67,0	24,0	9,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	0,7	
2005	0,9	
2006	1,1	
2007	1,0	
2008	1,1	
2009	1,6	

Export

Risk Index

RU	155	
Allemagne	153	
Danemark	136	
Norvège	134	
Finlande	125	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	30.400	
Croissance	-0,2	0,2
Taux de chômage	7,4	7,6
Inflation	0,3	1,2

(Estimations pour 2009)

La Suède a déjà l'expérience des crises financières et de leur résolution. Elle a en effet sauvé son système bancaire des bulles financière et immobilière de 1992, en usant d'une stratégie de prise de participations dans les banques insolubles, participations qu'elle a pu revendre avec profit lorsque les marchés ont rebondi. Cette expérience a aidé la Suède à gérer aujourd'hui les problèmes causés à l'économie nationale par la crise financière mondiale, même si les conséquences négatives de cette crise sur l'économie nationale seront tout de même considérables sur les deux années à venir, le gouvernement ayant à faire face à un ralentissement important. Le secteur industriel, qui comprend des fabricants d'automobiles et de camions, notamment Volvo et Saab, a été durement touché et a perdu des milliers d'emplois. La demande extérieure s'étant progressivement asséchée, le PIB de la Suède s'est contracté de 4,9 % au dernier trimestre 2008 par rapport à l'année précédente, selon l'Office suédois des statistiques (SCB). Les nouvelles ne sont pas meilleures du côté de la production industrielle, qui a chuté en janvier d'un taux record de 22,9 % par rapport à l'année précédente, tandis que les carnets de commande ont baissé d'un tiers en valeur, ce qui a amené le Ministre des Finances Anders Borg à indiquer qu'il s'attendait à ce que la crise économique se poursuive en 2009 et 2010 et aient des contrecoups en 2011 et 2012.

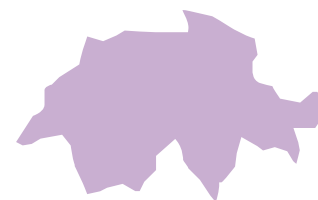
Paiement : Comportement et risques

La Suède souffre de la crise financière tout comme ses voisins nordiques et bien que les retards de paiement, d'une manière générale, se stabilisent à un niveau relativement bas, la répartition des créances a évolué défavorablement, de moins en moins de factures étant réglées à temps dans un délai de 30 jours. 39 % des entreprises suédoises déclarent constater une augmentation des retards de paiement de la part de leurs clients en raison de la crise financière. Pas moins de 74 % estiment que les retards de paiement qu'ils subissent constituent une menace pour leur survie.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	22,0	27,0	28,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	28,0	35,0	35,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	6,0	8,0	7,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	7,0		

76 % estiment qu'ils sont provoqués par les difficultés financières rencontrées par leurs clients. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,1 % à 1,6%, un niveau historique en Suède.

SWITZERLAND / SUISSE



Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	34.600	
Croissance	1,2	0,2
Taux de chômage	3,3	7,6
Inflation	-0,2	1,2

(Estimations pour 2009)

La Suisse était en bonne santé lorsque la crise financière et économique mondiale s'est déclarée, mais la dépendance internationale du pays l'a rendu vulnérable aux turbulences du marché mondial. En dépit d'une croissance forte, d'un faible taux de chômage et d'un taux d'inflation modeste, la Suisse n'a pas été en mesure d'éviter les conséquences des troubles financiers internationaux, qui affectent des pans cruciaux de son économie, comme le secteur financier et le commerce. Le Fonds monétaire international (FMI) a prédit un déclin économique substantiel de l'économie suisse en 2009, les exportations se tassant, les investissements se réduisant et la consommation se contractant avec la hausse du chômage. Dans un rapport publié en mars, le FMI a salué les mesures prises par la Banque nationale suisse dans un contexte économique difficile, notant qu'on ne relevait pas de signe patent de crise du crédit en Suisse, le marché des emprunts bénéficiant de taux d'intérêt bas et de prix immobiliers stables.

Paiement : Comportement et risques

La Suisse a connu, de nouveau, une légère augmentation des risques d'impayés, en particulier pour les particuliers. Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté de 1,8% à 2,3 %. Néanmoins, les entreprises suisses sont relativement optimistes et pensent que la crise financière mondiale ne se fera que légèrement ressentir en Suisse.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	24,0	29,0	31,0
Délai effectif moyen de paiement en jours	35,0	42,0	47,0
Retard moyen de paiement en jours (2009)	11,0	13,0	16,0
Retard moyen de paiement en jours (2008)	11,0		

40 % estiment tout de même qu'il y aura une augmentation des retards de paiement. 75 % jugent que les difficultés financières dont souffrent leurs clients causent les retards de paiement.

Risk Index

2004	148
2005	149
2006	146
2007	142
2008	143
2009	145

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	56,4	33,6	10,0
2005	59,1	30,7	10,2
2006	64,9	29,4	5,7
2007	64,2	30,3	5,5
2008	60,0	30,0	10,0
2009	60,0	29,0	11,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,7	
2005	2,0	
2006	1,5	
2007	1,6	
2008	1,8	
2009	2,3	

Export

	Risk Index	
Espagne	166	
Italie	162	
RU	155	
Allemagne	153	
France	150	



UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Risk Index

2004	154
2005	148
2006	152
2007	151
2008	151
2009	155

Répartition des créances (%)

	Jusqu'à 30 jours	31 à 90 jours	Plus de 90 jours
2004	52,4	37,3	10,3
2005	50,8	38,0	11,2
2006	51,8	40,2	8,0
2007	49,6	43,7	6,7
2008	43,5	45,2	11,3
2009	50,0	30,0	20,0

Taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % du CA)

2004	1,8	
2005	1,7	
2006	1,8	
2007	1,9	
2008	1,9	
2009	2,4	

Export

Risk Index

France	150	
Allemagne	153	
Irlande	146	
Pays-Bas	153	

Développement économique (%)

		Moyenne UE27
PIB par habitant	28.900	
Croissance	-1,0	0,2
Taux de chômage	6,2	7,6
Inflation	-0,2	1,2

(Estimations pour 2009)

Le Royaume-Uni a été frappé de façon très dure par la crise mondiale du crédit, et la dette globale des Britanniques, si l'on cumule les emprunts en cours, crédits à la consommation et comptes débiteurs, s'élève à 1460 milliards de livres, soit un montant supérieur à une année de PIB du pays. Les dettes des ménages ont augmenté de 165 % depuis 1997 et chaque foyer est aujourd'hui débiteur de 60 000 livres en moyenne. La confiance des entreprises s'enfonce, au moment où bon nombre d'entre elles, dans tout le pays, annoncent des réductions de leurs dépenses et de leurs investissements, tandis que le FMI a averti en janvier que le Royaume-Uni pourrait connaître en 2009 la récession la plus forte de tous les pays industrialisés. Le FMI prédit que la production pourrait baisser de 2,8 % cette année, ce qui serait la plus mauvaise performance depuis que les statistiques sont relevées, soit 1948, et qui placerait la Grande-Bretagne tout en bas du classement des grands pays industrialisés.

Paiement : Comportement et risques

Le Royaume-Uni est l'un des pays les plus durement touchés par la pénurie de crédit mondiale. Tous les secteurs ont réglé plus tardivement par rapport à 2008. La répartition des créances évolue défavorablement avec une augmentation, en volume des factures de plus de 90 jours, ce qui constitue une mauvaise nouvelle car plus la facture est ancienne, plus il est difficile d'être payé.

	Particuliers B-2-C	Entreprises B-2-B	Services publics
Délai contractuel moyen de paiement en jours	28	32	29
Délai effectif moyen de paiement en jours	48	52	49
Retard moyen de paiement en jours (2009)	20	20	20
Retard moyen de paiement en jours (2008)	18,0		

Le taux de pertes sur créances irrécouvrables a augmenté assez fortement de 1,9 % à 2,4 %. En 2008, seuls 4% des entreprises britanniques pensaient que les risques d'impayés augmenteraient. Ce chiffre atteint aujourd'hui 29 % même si 66 % des sondés estiment que ceux-ci devraient désormais se stabiliser. Le recul des ventes, la réduction des liquidités et l'augmentation des retards de paiement sont des impacts de la crise financière dont souffrent les entreprises au Royaume-Uni.

RECOMMANDATIONS

Afin de lutter contre les risques d'impayés, Intrum Justitia recommande les mesures suivantes:

Politique de crédit

Définition et mise en application d'une politique de crédit claire, basée sur une information individualisée de l'entreprise sur les risques et sur l'aptitude de cette dernière à les gérer. La politique de crédit régit essentiellement : les conditions de livraison sur facture ; la vérification de la solvabilité avant de décider de procéder à une livraison sur facture ; le délai de paiement ; les mesures et les conséquences en cas de retards de paiement (intérêts, frais débiteurs, interruption du service, transfert à un prestataire externe...); les limites de crédit
La politique de crédit doit être connue du client et de tous les collaborateurs en contact avec le client.

Limites de crédit

L'évolution des retards des clients clés doit être surveillée au moyen des limites de crédit. Dans la pratique, la mise en place de deux limites de crédit par client grand compte s'est avérée particulièrement efficace. Le dépassement de la limite inférieure tient lieu d'avertissement. Il implique la collecte d'informations complémentaires et la mise en œuvre de mesures appropriées. Si la limite supérieure est atteinte, toute livraison ultérieure sur facture est suspendue automatiquement.

Contrôle de l'adresse

Vérification systématique de l'adresse de facturation. L'expérience montre que pour optimiser la gestion du poste clients, il est important d'identifier les adresses de facturation non valides. Les adresses doivent être actualisées en permanence et vérifiées systématiquement.

Mode de règlement

Pour des livraisons sur facture, vérification systématique de la solvabilité de l'entreprise. En cas de solvabilité insuffisante, la livraison doit être effectuée sous d'autres formes de règlement.

Vérification systématique de la solvabilité des clients clés

L'expérience montre que la majeure partie des pertes sur créances irrécouvrables proviennent de livraisons effectuées à des clients clés. L'insolvabilité des grands comptes a des conséquences particulièrement graves. Par conséquent, intégrer le contrôle régulier de la solvabilité dans le déroulement des opérations est un élément clé de la gestion globale des risques.

Délais de paiement

Accordez des délais de paiement différenciés selon un principe du bonus-malus. Vous octroyez ainsi aux nouveaux clients un délai plus court qu'aux clients de longue date qui paient dans les délais, tout en proposant en même temps à ces nouveaux clients, s'ils font de nouveaux achats, la possibilité de profiter de délais plus longs, dans la mesure où ils vous règlent dans les temps. D'autre part, les clients de longue date perdent le privilège des délais prolongés s'ils ne paient pas à temps.

Relances

Envoyez vos relances rapidement et régulièrement. Dans la pratique, c'est la formule dite 2-2-2 qui a fait ses preuves :

- envoi du premier rappel au plus tard deux semaines après l'échéance
- envoi de deux rappels uniquement avant d'entreprendre des démarches juridiques ou de transmettre le dossier à Intrum Justitia
- espacer les rappels de deux semaines maximum Gérer de manière systématique et récurrente son poste clients améliore de manière indéniable les résultats et la rentabilité.

Intérêts de retard et frais débiteurs

Vous devez facturer des intérêts de retard ainsi que des frais débiteurs. Il faut transférer le coût de l'impayé sur le mauvais payeur. En effet, bien souvent, le bon payeur supporte les coûts générés par le mauvais payeur (dans le prix final des produits).

Collaboration

Collaborer avec un professionnel tel que Intrum Justitia vous permettra d'améliorer la gestion de vos créances et d'accélérer vos encaissements.

Diversification

Il faut éviter de dépendre d'un seul client ou de plusieurs gros clients. Essayer de répartir les risques en diversifiant votre clientèle

Recouvrement différencié

La prise en compte des spécificités des clients débiteurs est un facteur clé de succès. Argumenter sur les raisons de non-paiement déclarées lors des relances téléphoniques ne suffit pas pour convaincre un client débiteur à régler sa dette. Il faut comprendre la vraie raison du non paiement (connaissance des comportements débiteurs) et appliquer un process adapté pour chaque typologie de clients débiteurs.

DÉFINITIONS DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES UTILISÉS DANS LE RAPPORT

Produit national brut (PNB)

Le produit national brut (PNB) est une mesure de l'activité économique. Il est défini comme la valeur de tous les biens et services produits moins la valeur des biens et services utilisés dans leur création.

Taux de croissance du PNB ou Croissance

Toutes les indications fournies renvoient au taux de croissance du PNB réel (taux de croissance du PNB en volume – variation en pourcentage par rapport à l'année précédente). Le calcul du taux de croissance annuel du PNB en volume permet la comparaison dans le temps du développement économique à la fois à travers le temps mais également entre des économies de différentes tailles, indépendamment des mouvements de prix. La croissance en volume du PNB est calculée avec des données de prix de l'année précédente.

Performance du PNB par habitant

Toutes les indications fournies renvoient au PNB par habitant en SPA (PNB par habitant en standards de pouvoir d'achat [SPA] – EU25 = 100). L'indice de volume du PNB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par référence à la moyenne de l'Union européenne (EU25) fixée à 100. Si l'indice d'un pays est supérieur à 100, le niveau du PNB par tête pour ce pays est supérieur à la moyenne de l'Union européenne et vice-versa. Les chiffres de base sont exprimés en SPA, c'est-à-dire dans une monnaie commune qui élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PNB en volume entre les pays.

Niveau d'utilisation des capacités

Toutes les indications fournies renvoient au niveau actuel d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière.

Indicateur de confiance des consommateurs

Toutes les indications fournies renvoient à l'indicateur de confiance des consommateurs en bilan désaisonnalisé. Le calcul de l'indicateur se fonde sur quatre questions:

- A Situation financière au cours des 12 prochains mois
- B Situation économique générale au cours des 12 prochains mois
- C Prévision en matière de chômage au cours des 12 prochains mois
- D Epargne au cours des 12 prochains mois

Taux de chômage

Toutes les indications fournies renvoient au taux de chômage total (hommes et femmes). Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs par rapport à l'ensemble des forces de travail. Les forces de travail sont composées des personnes occupées et des chômeurs. Les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans qui étaient:

- A sans travail pendant la semaine de référence
- B disponibles pour travailler, c'est-à-dire pour commencer une activité en tant que salarié ou non salarié dans un délai de deux semaines suivant la semaine de référence
- C à la recherche active d'un travail, c'est-à-dire qui avaient entrepris des démarches spécifiques en vue de trouver un emploi salarié ou non salarié pendant une période de quatre semaines se terminant à la fin de la semaine de référence, ou qui avaient trouvé un travail à commencer plus tard, c'est-à-dire dans une période maximale de trois mois.

Endettement général de l'Etat

Toutes les indications fournies renvoient à la dette brute consolidée des administrations publiques en pourcentage du PNB. Définition de l'UE: le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PNB utilisé comme dénominateur est le produit national brut aux prix courants du marché. La dette est évaluée en valeur nominale (faciale) et la dette en monnaie étrangère est convertie en monnaie nationale en utilisant les taux de change du marché en fin d'année (bien que des règles spéciales s'appliquent aux contrats). Les données nationales pour le secteur des administrations publiques sont consolidées entre les sous-secteurs. Les données de base sont en monnaie nationale, converties en euros en utilisant les taux de change de l'euro en fin d'année fournis par la Banque centrale européenne.

Taux d'inflation

Toutes les indications fournies renvoient au taux moyen de variation annuelle des Indices des Prix à la Consommation Harmonisés (IPCH). Le taux d'inflation est le taux de croissance du niveau moyen des prix.

Source : EUROSTAT, Bruxelles

INFORMATIONS SUR L'ENQUÊTE

Cette enquête a été conduite simultanément dans 25 pays entre le 15 janvier et le 30 mars 2009. Elle a été effectuée par écrit. Le questionnaire a été traduit dans les langues nationales. L'expédition et le retour des questionnaires s'est fait de manière décentralisée alors que l'analyse a été réalisée de façon centralisée, selon des consignes préalablement définies. Toutes les informations ont été vérifiées et les réponses qui manquaient de clarté n'ont pas été prises en compte dans l'analyse.

Aucun des questionnaires renvoyés de façon anonyme n'a été pris en considération dans l'analyse.

Répartition des entreprises interrogées par

Taille	jusqu'à 19 employés	42%
	de 20 à 49 employés	25%
	de 50 à 249 employés	20%
	de 250 à 499 employés	7%
	de 500 à 2'499 employés	4%
	plus de 2'500 employés	2%
Secteurs d'activités	Fabrication	25%
	Commerce de gros	15%
	Commerce de détail	15%
	Services	41%
	Administrations	4%
Catégories de clients (part du chiffre d'affaires supérieure à 50%)	Particuliers	30%
	Entreprises	60%
	Secteur public	10%

QUESTIONNAIRE 2009

1 En moyenne, quel est le délai de paiement que vous accordez à vos clients ?
(délai contractuel de paiement)

Particuliers	(B-2-C)	..... jours
Entreprises	(B-2-B)	..... jours
Pouvoirs publics		..... jours

2 Quel est le délai moyen de vos clients pour payer vos factures?

Particuliers	(B-2-C)	..... jours
Entreprises	(B-2-B)	..... jours
Pouvoirs publics		..... jours

3 Approximativement, comment sont répartis les montants de vos créances dans les catégories suivantes (balance âgée)?

Ancienneté des créances	moins de 30 jours %
	de 31 à 60 jours %
	de 61 à 90 jours %
	de 91 à 120 jours %
	de 121 à 180 jours %
	plus de 180 jours %

“total = 100%

4 Quel est, en 2009, votre taux de pertes sur créances irrécouvrables (en % de votre chiffre d'affaires)

..... %

5 Quels sont vos pronostics quant à l'évolution des risques liés au poste clients (pour votre entreprise) dans les 12 prochains mois ?

- en baisse
- stable
- en augmentation

6 Sur une échelle de 0 à 5 (où 0 = pas d'impact et 5 = impact important), quelles sont les conséquences des retards de paiement pour votre société ?

Charges financières supplémentaires	..... (0 - 5)
Perte de revenus	..... (0 - 5)
Problème de liquidité	..... (0 - 5)
Menace de défaillance	..... (0 - 5)
Risque d'image	..... (0 - 5)

7 Quelles sont les principales causes de retard de paiement de vos propres clients ?

.....
.....
.....

8 Externalisez vous actuellement la gestion de votre poste clients?

Oui Non

A PROPOS D'INTRUM JUSTITIA

Intrum Justitia est le leader européen de la gestion du poste clients (CMS). Dans chaque pays, Intrum Justitia accompagne ses clients dans l'amélioration de leur trésorerie et dans l'optimisation de leur Poste Clients.

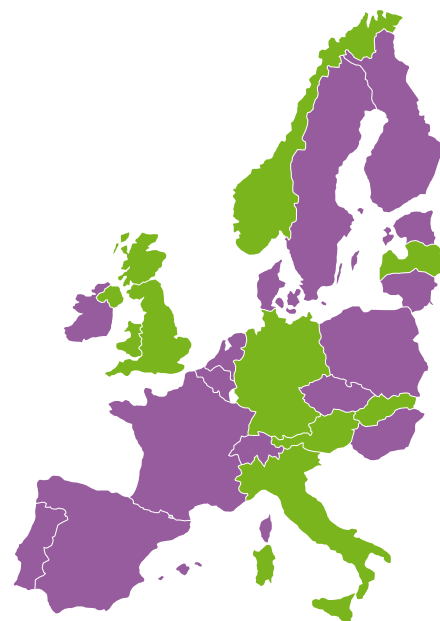
Le groupe propose à ses clients, de la PME à la multinationale, des solutions adaptées à leur besoins spécifiques.

Les services d'Intrum Justitia couvre la chaîne complète du poste clients, du début de la chaîne des paiements, d'émission de factures, en passant par la relance au nom du client, du recouvrement de créances commerciales, civiles et internationales, jusqu'à la réactivation de pertes et profits et le rachat de créances.

Le groupe a plus de 90 000 clients et environ 3300 employés dans 24 pays.

Le siège est basé à Stockholm en Suède. Le groupe est coté à la bourse de Stockholm depuis juin 2002.

Better business for all



Droits et autorisations

Les informations de ce travail sont la propriété d'Intrum Justitia. Excepté une utilisation à but journalistique ou scientifique justifiée, aucune partie de ce rapport ne peut être réimprimée ou reproduite sous aucune forme ou par aucun moyen sans une autorisation écrite préalable d'Intrum Justitia. Dans le cadre de toute utilisation à but journalistique ou scientifique, Intrum Justitia doit être cité comme référence. Intrum Justitia encourage la diffusion de son travail et l'autorisera normalement rapidement. Des copies supplémentaires pourront être téléchargées sur www.europeanpayment.com.

Exclusion de responsabilité

Toutes les informations contenues dans le présent rapport sont destinées exclusivement à l'usage personnel et ne doivent pas être utilisées pour des objectifs commerciaux ou légaux, des transactions ou des contrats. Toute action légale est expressément irrecevable.

Réalisation

Le rapport a été produit par Madeleine Bosch, assistée d'un groupe d'experts. Pour plus d'informations, contacter public-relations.epi@intrum.com ou votre représentant local.

Intrum Justitia AB

Marcusplatsen 1A, Nacka
SE - 105 24 Stockholm, Suède
Téléphone +46 8 546 10 200
Fax +46 8 546 10 211
www.intrum.com
info@intrum.com

Allemagne

Intrum Justitia GmbH
Pallaswiesenstrasse 180-182
DE-64293 Darmstadt
Téléphone +49 6151 816 00
Fax +49 6151 816 155
www.intrum.de

Autriche

Intrum Justitia GmbH
Franz-Brötznner-Strasse 11
AT-5071 Wals bei Salzburg
Téléphone +43 662 835 077
Fax +43 662 835 080
www.intrum.at

Belgique

Intrum NV
Martelaarslaan 53
B-9000 Gand
Téléphone +32 9 218 90 94
Fax +32 9 218 90 51
www.intrum.be

Danemark

Intrum Justitia A/S
Lyngbyvej 20, 2. etage
DK-2100 Copenhagen
Téléphone +45 33 69 70 00
Fax +45 33 69 70 29
www.intrum.dk

Finlande

Intrum Justitia Oy
Box 47
FI-00811 Helsinki
Téléphone +358 9 229 111
Fax +358 9 229 1911
www.intrum.fi

France

Intrum Justitia SAS
35 Rue Victorien Sardou
FR-69362 Lyon
Téléphone +33 4 7280 1414
Fax +33 4 7280 1415
www.intrum.fr

Espagne

Intrum Justitia Ibérica S.A.U.
Juan Esplandiú 11-13
ES-28007 Madrid
Téléphone +34 91 423 4600
Fax +34 91 423 4601
www.intrum.es

Estonie

Intrum Justitia AS
Lastekodu 43
EE-10144 Tallinn
Téléphone +372 6060 990
Fax +372 6060 991
www.intrum.ee

Hongrie

Intrum Justitia Kft
Pap Károly u. 4-6
HU-1139 Budapest
Téléphone +36 1 459 9400
Fax +36 1 303 0816
www.intrum.hu

Îles Féroé

Intrum Føroyar
Dr. Jacobsensgøta 9
FO-100 Tórshavn
Tel: +298 357 357
Fax: +298 357 350
www.intrum.fo

Irlande

Intrum Justitia Ireland Ltd
1st Floor, Block C
Ashtown Gate, Navan Road
IE-Dublin 15
Téléphone +353 1 6296 655
Fax +353 1 6301 916
www.intrum.ie

Islande

Intrum á Íslandi ehf
Laugavegi 99
IS-101 Reykjavik
Téléphone +354 575 0700
Fax +354 575 0701
www.intrum.is

Italie

Intrum Justitia S.p.A.
Viale E. Jenner 53
20159 Milan Italie
Téléphone +39 02 288 701
Fax +39 02 288 70 411
www.intrum.it

Lettonie

SIA Intrum Justitia
Box 811
LV-1010 Riga
Téléphone +371 733 2877
Fax +371 733 1155
www.intrum.lv

Lithuanie

Intrum Justitia UAB
Box 2929
LT-Vilnius 1009
Téléphone +370 5 249 0969
Fax +370 5 249 6633
www.intrum.lt

Pay-Bas

Intrum Justitia Nederland B.V.
Box 84096
NL-2517 JR La Haye
Téléphone +31 70 452 7000
Fax +31 70 452 8980
www.intrum.nl

Norvège

Intrum Justitia AS
Box 6354 Etterstad
NO-0604 Oslo
Téléphone +47 23 17 10 00
Fax +47 23 17 10 20
www.intrum.no

Pologne

Intrum Justitia Sp. z o.o.
Domaniewska str. 41
PL-02-672 Varsovie
Téléphone +48 22576 66 66
Fax +48 22 576 66 68
www.intrum.pl

Portugal

Intrum Justitia Portugal Lda
Av. Duque D'Avila N° 185 4° D
PT-1050-082 Lisbonne
Téléphone +351 21 317 2200
Fax +351 21 317 2209
www.intrum.pt

Républic Tchèque

Intrum Justitia s.r.o.
Prosecká 851/64,
190 00 Praha - Prosek
IČ 25083236 | DIČ CZ25083236
Czech Republic
Téléphone +420 277 003 730
Fax +420 283 880 902
www.intrum.cz

Royaume Uni

Angleterre & Pays de Galles
Intrum Justitia Ltd
The Plaza, 100 Old Hall Street
Liverpool
Merseyside L3 9QJ
United Kingdom
Téléphone +44 1514 727 155
Fax +44 1514 727 107
www.intrum.co.uk

Slovaquie

Intrum Justitia s.r.o.
CBC1, Karadzicova 8
SK-821 08 Bratislava
Téléphone +421 5720 4700
Fax +421 2 5720 4771
www.intrum.sk

Suède

Intrum Justitia Sverige AB
SE-105 24 Stockholm
Téléphone +46 8 616 77 00
Fax +46 8 640 94 02
www.intrum.se

Suisse

Intrum Justitia AG
Eschenstrasse 12
CH-8603 Schwerzenbach
Téléphone +41 44 806 56 56
Fax +41 44 806 56 50
www.intrum.ch

